



Bienvenue à l'assemblée générale de COFACE SA

Bois-Colombes

17 mai 2017



1. Ouverture de séance

Laurent Mignon

Président du conseil d'administration

Documents mis à la disposition des actionnaires

- Insertion publiée au BALO le 12 avril 2017
 - Insertion publiée dans les Petites Affiches du 26 avril 2017
 - Copie des lettres de convocation adressées aux actionnaires le 26 avril 2017
 - Copie des lettres de convocation adressées aux commissaires aux comptes le 26 avril 2017
 - Statuts, Kbis
 - Liste des actionnaires
 - Pouvoirs des actionnaires représentés, formulaires de vote
 - Feuille de présence
- Document de référence 2016, incluant :
 - Comptes sociaux, comptes consolidés, tableau des affectations du résultat ;
 - Rapports du conseil d'administration ;
 - Rapport du président du conseil d'administration ;
 - Rapports des commissaires aux comptes ;
 - Tableau des résultats des cinq derniers exercices ;
 - Liste des administrateurs et de leurs fonctions dans d'autres sociétés ;
 - Texte des projets de résolution ;
 - Rapports des commissaires aux comptes sur certaines résolutions présentées à l'assemblée générale.

Ordre du jour de l'assemblée de l'assemblée générale mixte

A titre ordinaire

- Rapport du conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur les opérations de la Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2016
- Rapport du président du conseil d'administration
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2016
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2016
- Affectation du résultat et mise en paiement du dividende
- Fixation de l'enveloppe globale annuelle des jetons de présence alloués aux membres du conseil d'administration
- Autorisation au conseil d'administration d'opérer sur les actions de la Société
- Ratification de la cooptation de trois administrateurs
- Renouvellement du mandat de huit administrateurs
- Approbation du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés par les articles L225-38 et suivants du Code de commerce
- Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à M. Xavier Durand, directeur général
- Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération du directeur général pour l'exercice 2017

Ordre du jour de l'assemblée générale mixte

A titre extraordinaire

- Délégation de compétence à donner au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription en faveur d'une catégorie de bénéficiaires déterminée
- Délégation de compétence à donner au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription par émission d'actions de la société réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise
- Pouvoirs pour l'accomplissement de formalités



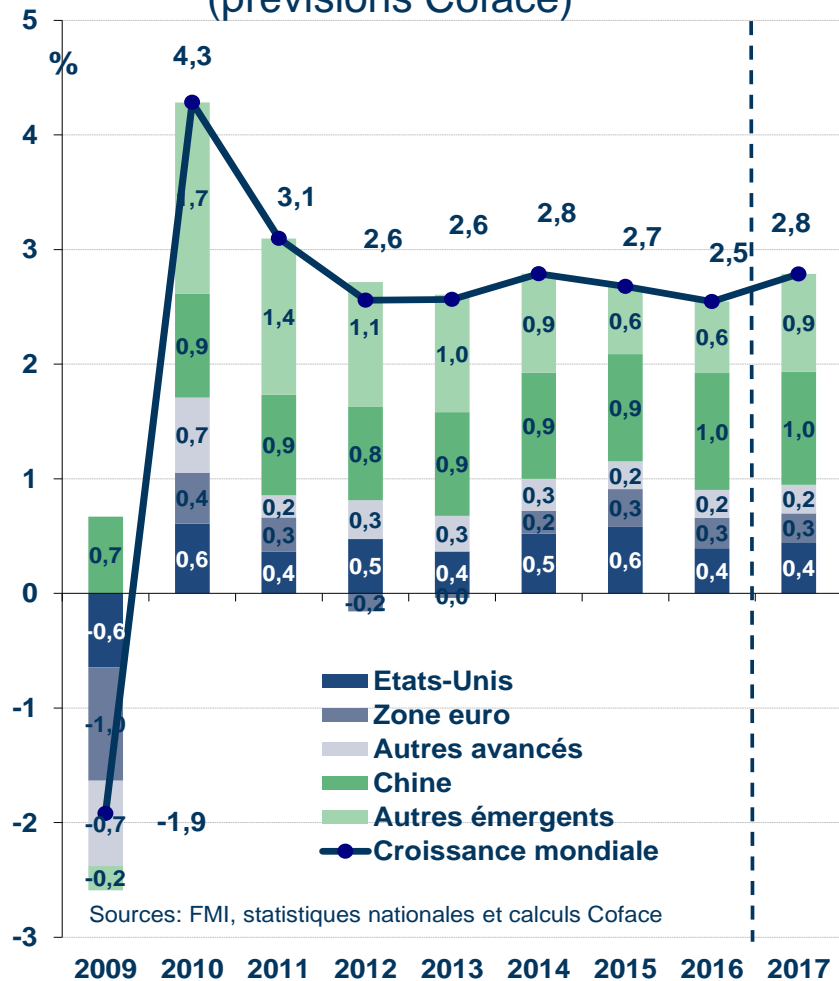
2. Panorama des risques pays et sectoriels

Julien Marcilly

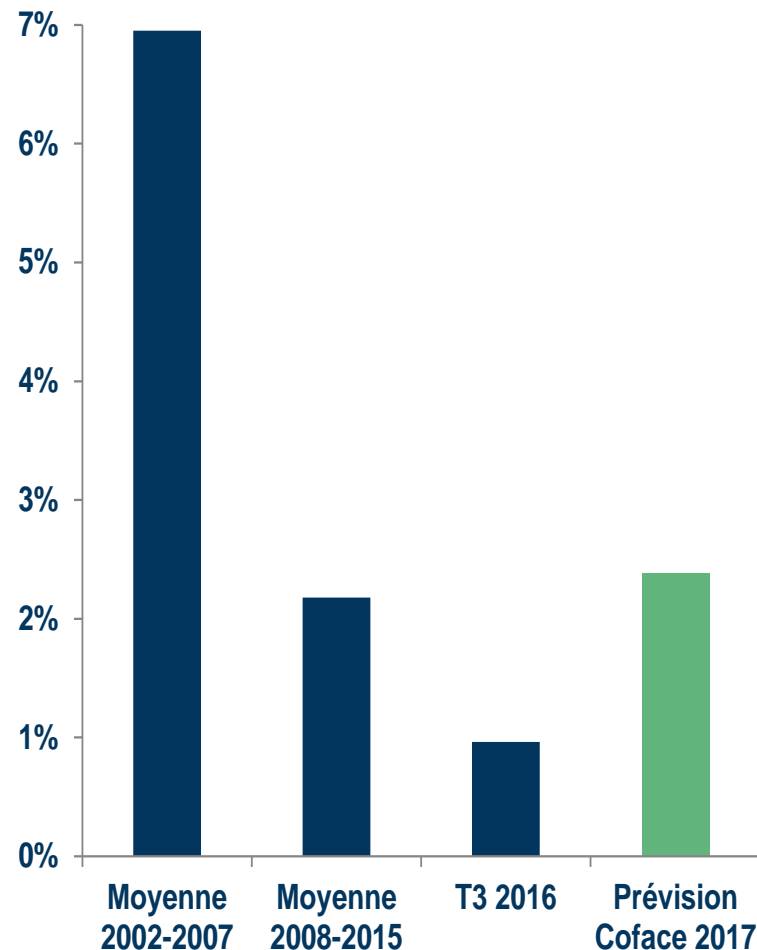
Economiste en chef

Commerce international et croissance mondiale : un léger mieux en 2017

Croissance mondiale
(prévisions Coface)

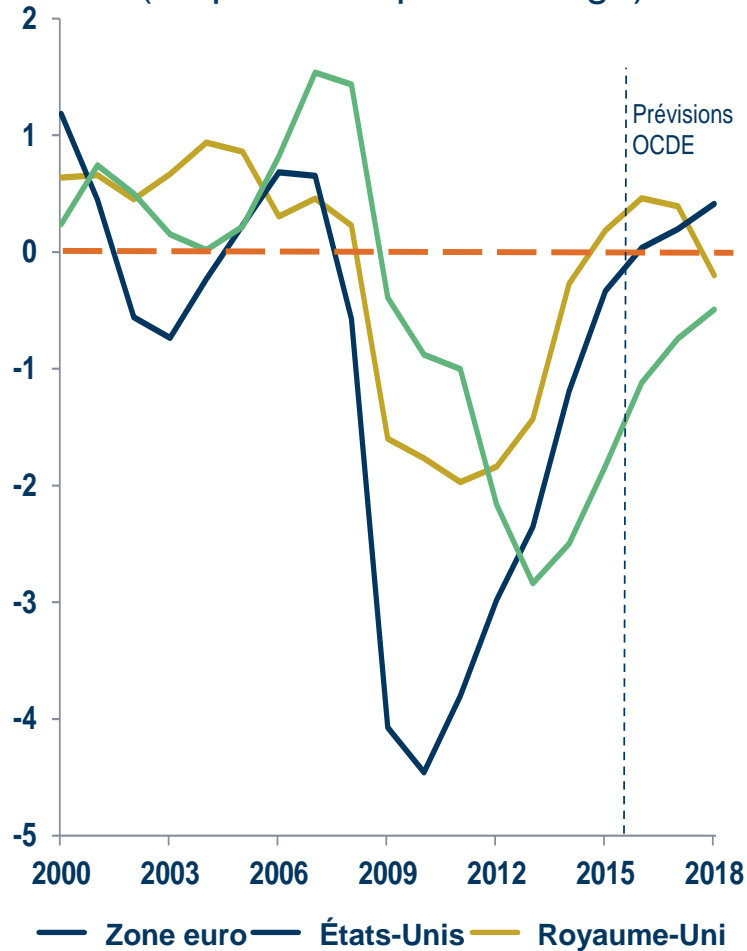


Commerce mondial
(exportations, croissance annuelle)

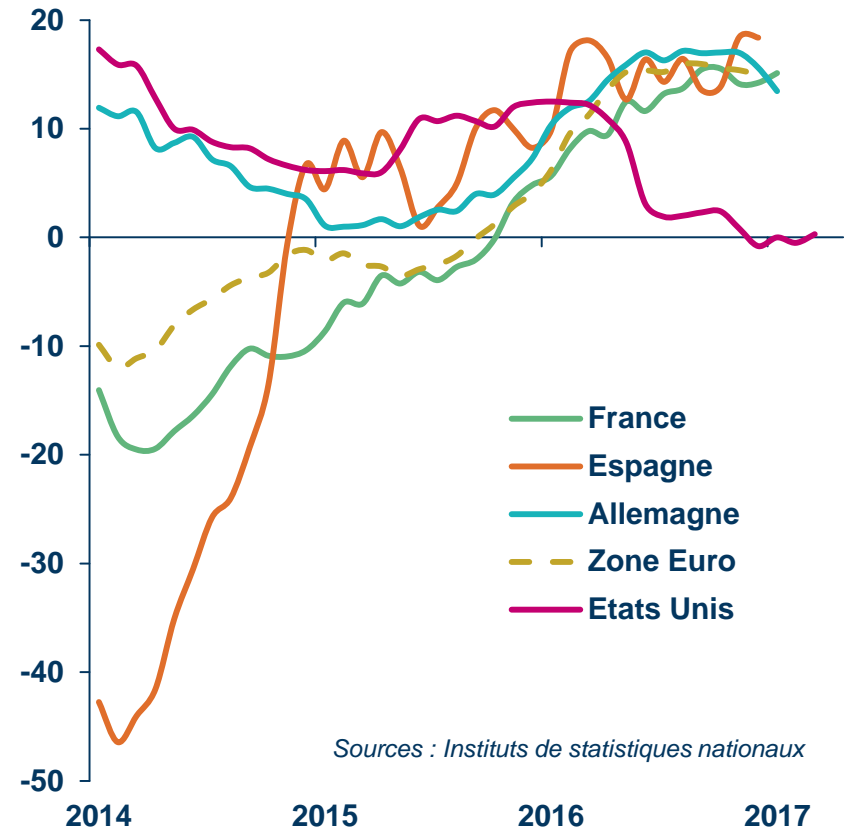


Etats-Unis et zone euro : des positions différentes dans le cycle économique

Ecart entre taux de chômage structurel et effectif (en points de pourcentage)



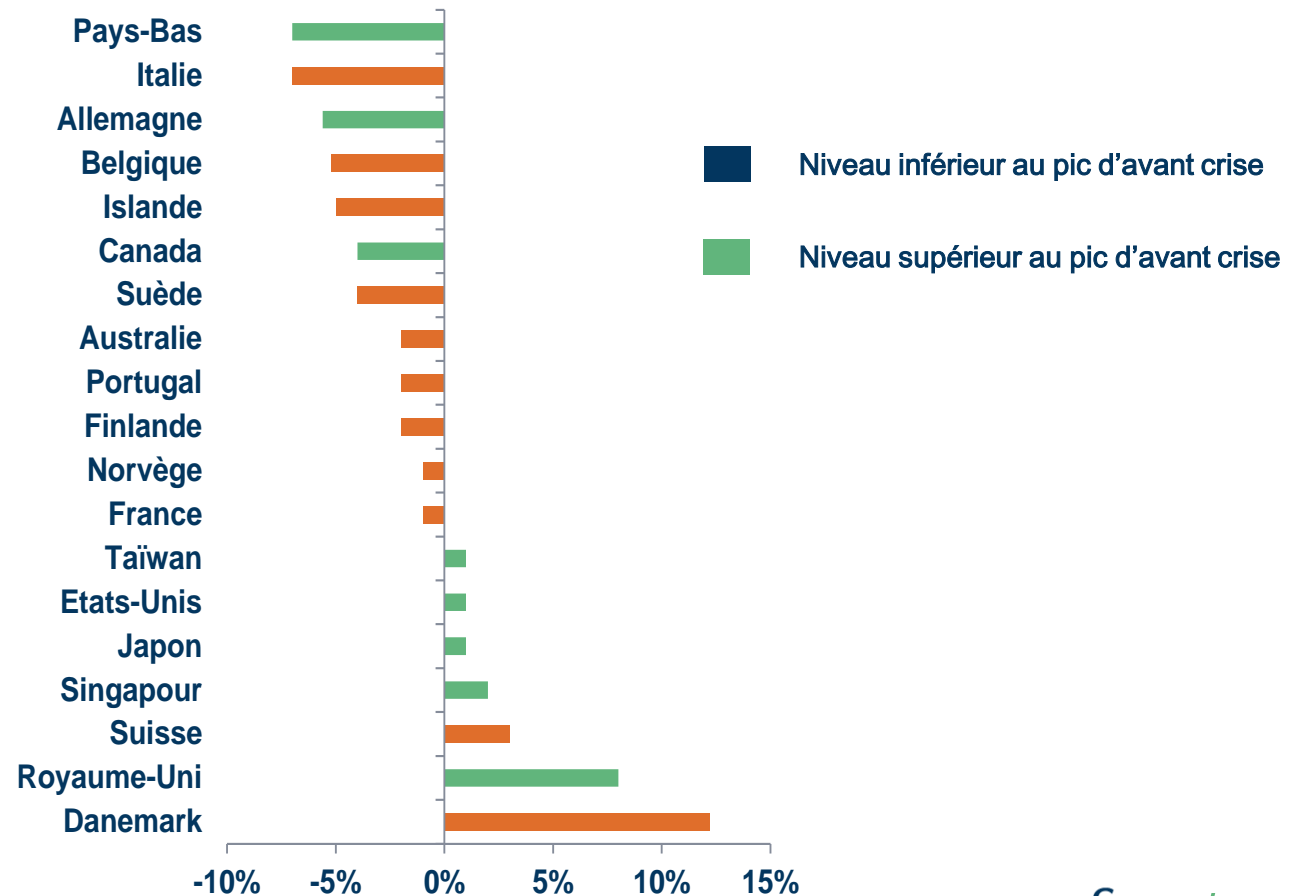
Permis de construire (%, croissance annuelle)



Sources : Instituts de statistiques nationaux













































































Défaillances d'entreprises : prévisions de croissance

Défaillances d'entreprises : prévisions de croissance 2017 (taux de croissance en %)





Sources : prévisions Coface, sources nationales


Evaluations sectorielles


	Amérique Latine	Amérique du Nord	Europe centrale	Europe de l'Ouest	Asie émergente	Moyen Orient & Turquie
Automobile						
Agroalimentaire						
Chimie						
Construction	 					
TIC*						
Énergie	 					
Métaux	 				 	
Papier-bois						
Pharmacie						
Distribution						
Textile						
Transport						


RISQUE D'IMPAYÉS DES ENTREPRISES


 Risque faible

 Risque moyen

 Risque élevé

 Risque très élevé

 Le risque s'est amélioré

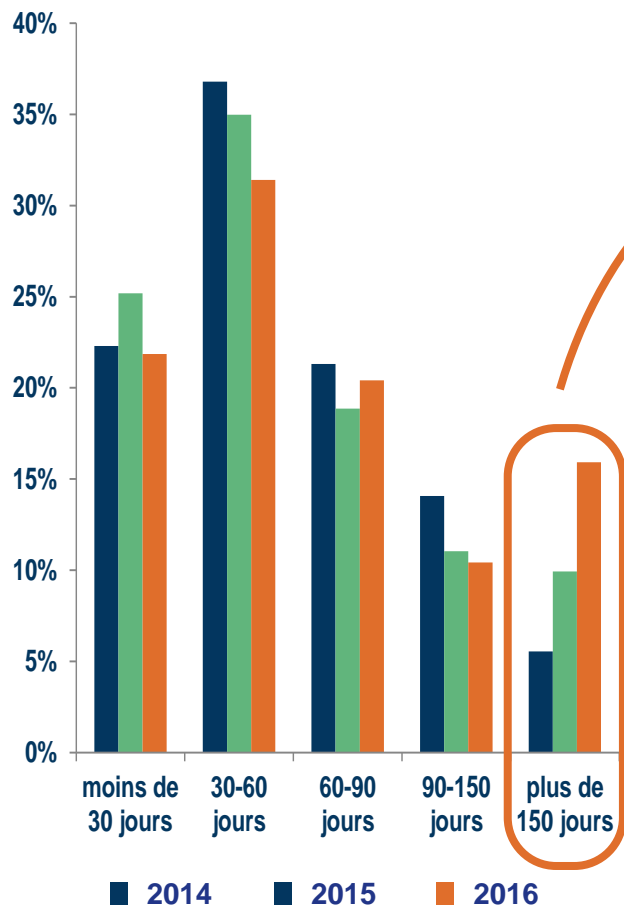
 Le risque s'est détérioré

* Technologies de l'information et de la communication

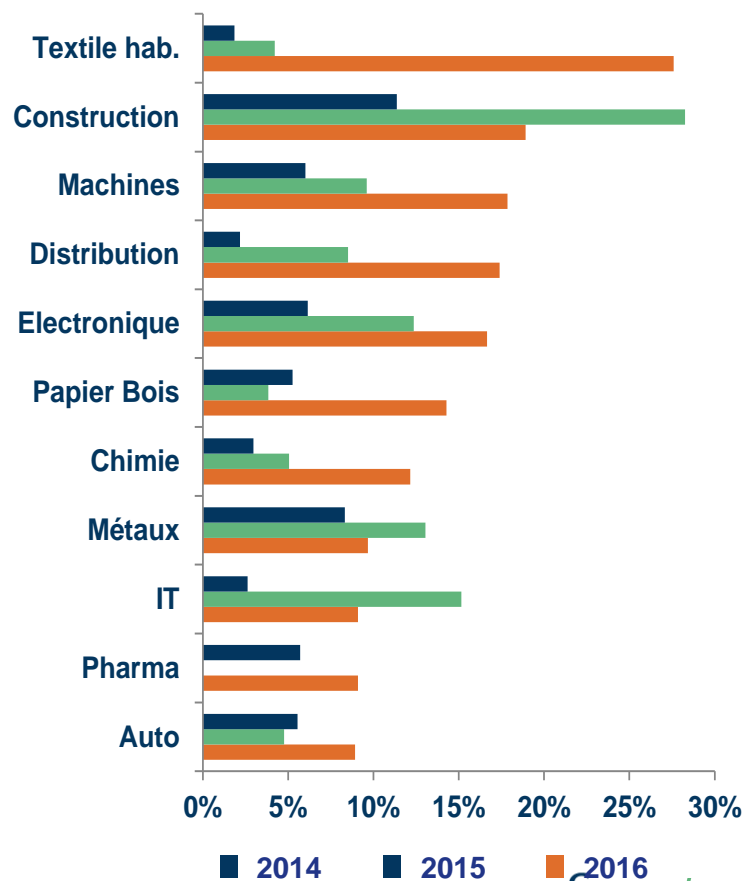
Source : Coface

Enquête Coface sur les délais de paiement des entreprises en Chine

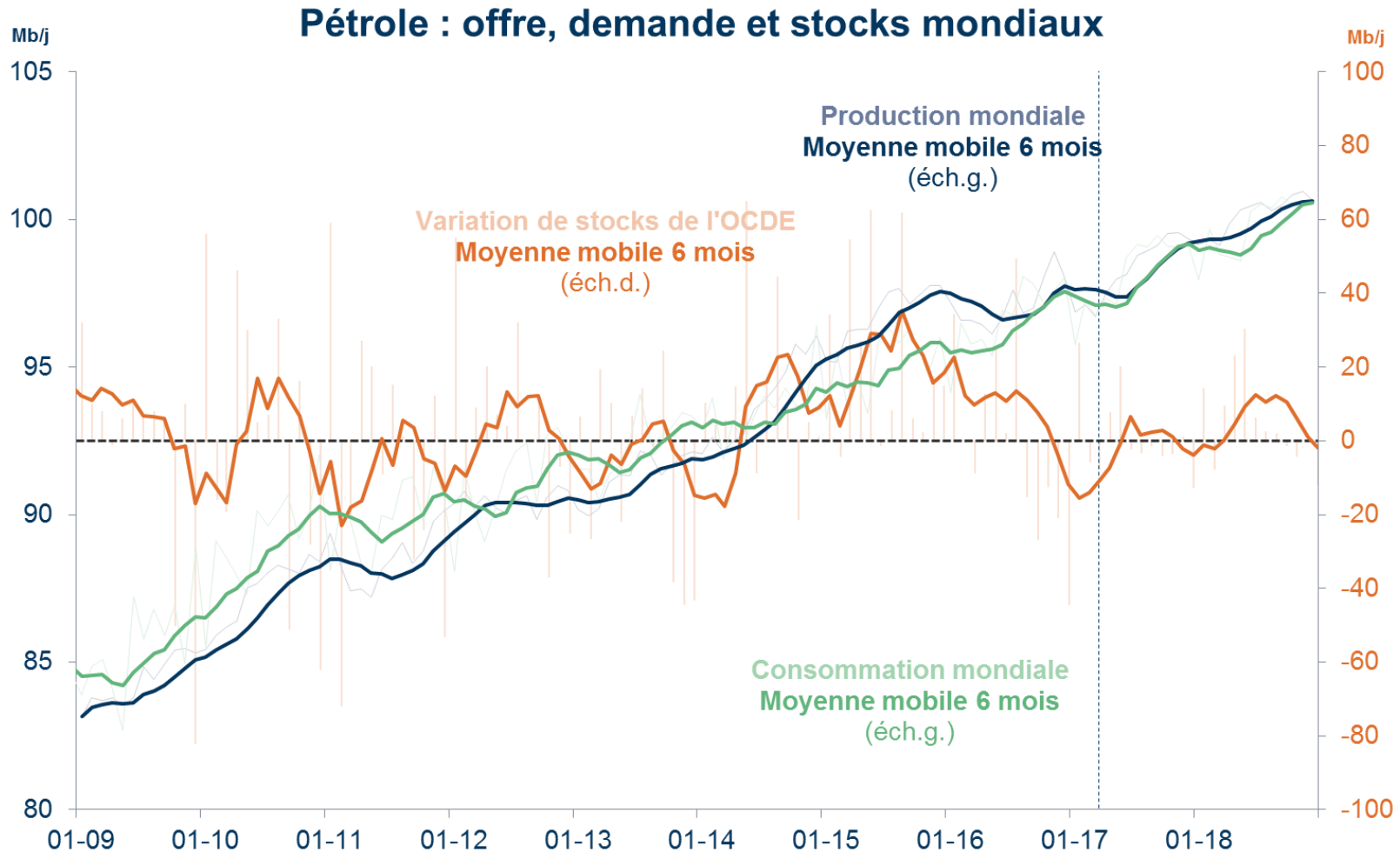
Durée moyenne des retards de paiement



Retards de paiement de plus de 150 jours par secteur (part du total)



Malgré la reprise de la croissance mondiale, le prix du pétrole reste bas



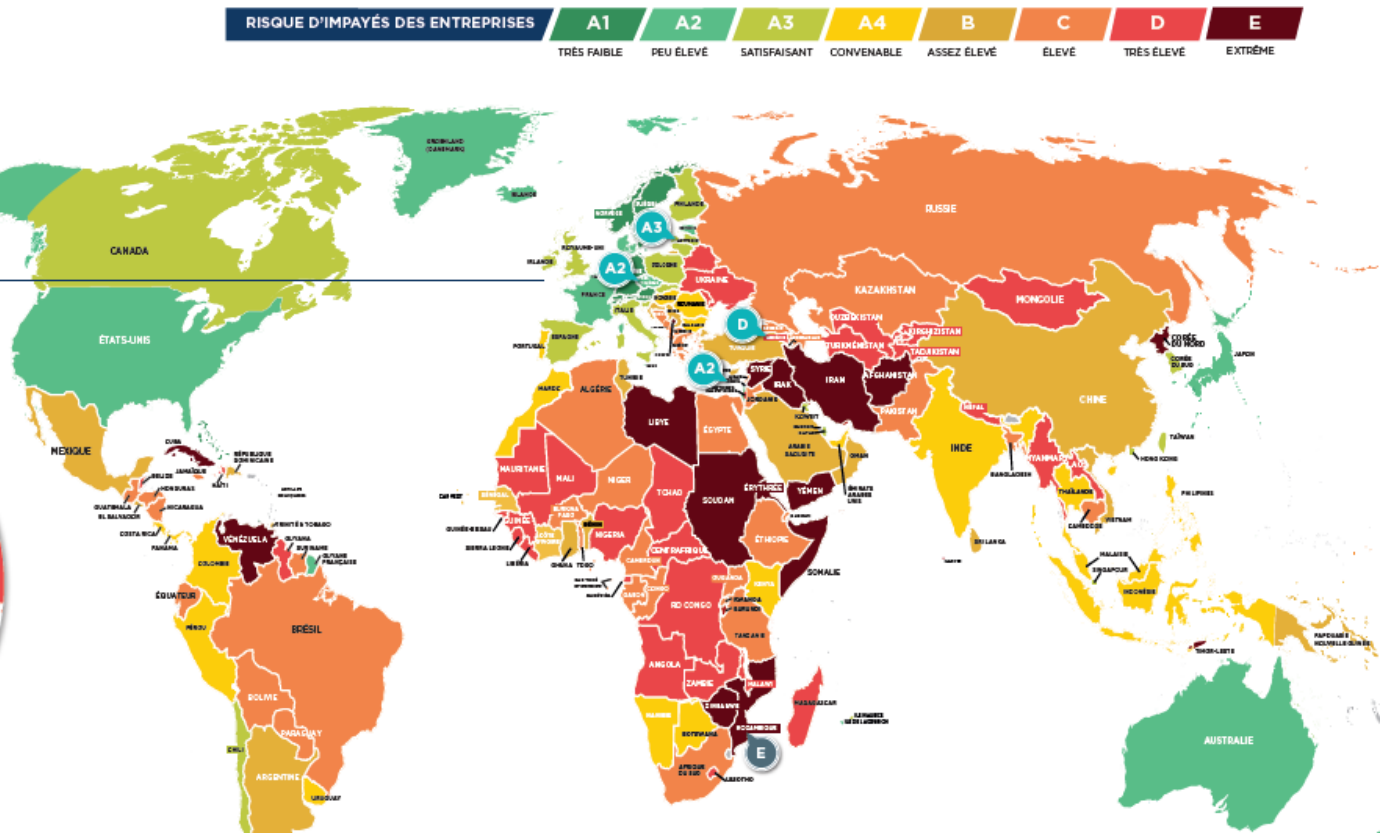
Source: Energy Information Administration

Evaluations pays Coface

160 PAYS PASSÉS À LA LOUPE

UNE MÉTHODOLOGIE UNIQUE

- Une expertise macroéconomique en matière d'appréciation des risques pays
- L'appréhension de l'environnement des affaires
- Les données microéconomiques à travers 70 ans d'expérience en matière de paiement





3. Plan stratégique *Fit to Win*

Xavier Durand

Directeur général

En 2016, Coface a amorcé sa profonde transformation

Problèmes traités

- Performance en matière de gestion des **risques émergents**
- Impact des **plans d'actions risques** sur la **relation client**
- Transfert de la gestion des **garanties publiques**
- Perte de volume sur les **marchés matures**
- **Provisionnement et objectifs donnés aux marché (guidance)**

Diagnostic réalisé

- Rencontres avec **>100 clients, >100 courtiers, >50 % du personnel**
- Rencontres avec des **investisseurs** / analyse **approfondie** de la perception de Coface
- **31 pays et l'ensemble** des fonctions clés associées à un exercice *bottom-up*

Stratégie définie

- **Objectifs stratégiques définis** pour répondre aux attentes du marché
- Vision **partagée**
- **Valorisation des atouts du Groupe**: solide réputation, belle marque, forte présence internationale, clients et partenaires impliqués, équipes expertes

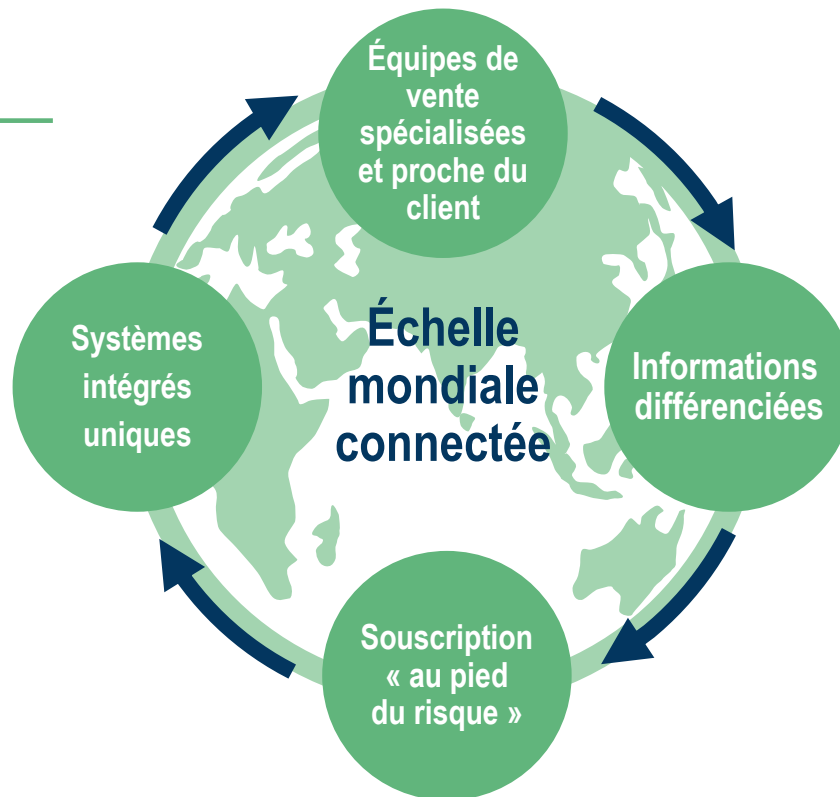
Initiatives prises

- **Renforcement du management des fonctions clé**
- Mise en œuvre des **plans d'actions sur les risques**
- Ajustement des objectifs de **croissance / prix**
- Conduite d'**une transformation culturelle**
- **Investissements informatiques**
- **Plans de productivité**

Vision: être le partenaire d'assurance-crédit global le plus agile du secteur

Les priorités de Coface

- **Accompagner nos clients** partout dans le monde
- Fournir **la meilleure qualité d'information d'entreprise**
- Proposer des **offres adaptées** par segment
- **Innover** et délivrer un **service de qualité**



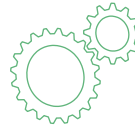
Les principes du plan *Fit to Win*

- Privilégier la **création de valeur** à la « croissance pour la croissance »
- Maintenir **une situation financière solide**

Renforcer la gestion des risques et la qualité de l'information



Investir dans la qualité de l'information et des outils de données sur les entreprises



Renforcer les processus de souscription sur les segments à risque plus élevé



Améliorer les ressources et les talents dans le domaine de la gestion des risques

Tout en ajustant les ambitions de croissance à la réalité du risque sur chaque marché

Gagner en efficacité opérationnelle pour renforcer le service client

Actions

- 1 Piloter les achats et la gestion du parc immobilier
- 2 Tirer parti des centres d'excellence
- 3 Simplifier et automatiser les processus
- 4 Rationaliser l'organisation



Investir dans les technologies et la transformation des processus

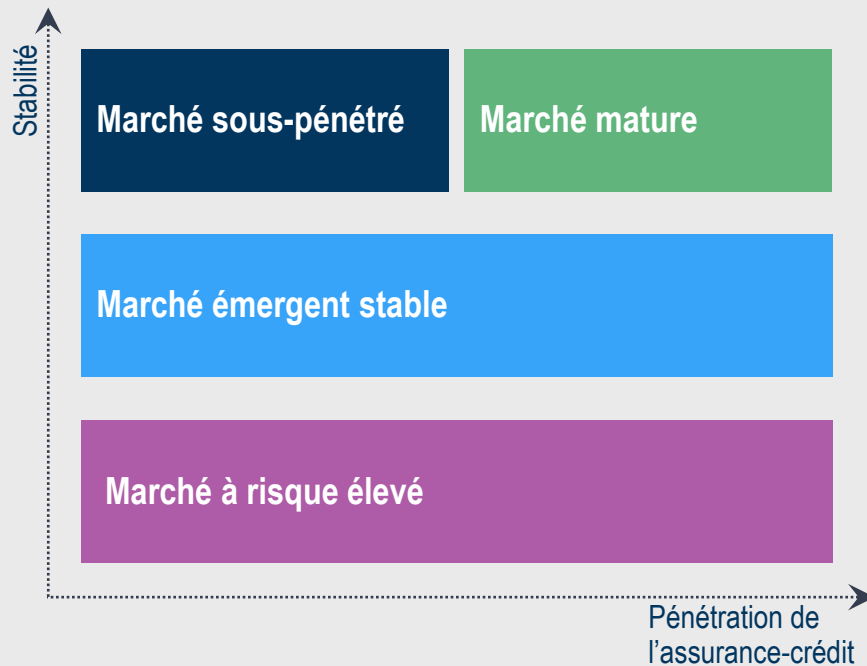


Adopter une approche de « gestion allégée » (*Lean*)



Mettre œuvre une stratégie de croissance sélective et rentable

Adapter ses ambitions commerciales par type de marché



Segmenter l'offre et la commercialisation par type de client



Evoluer vers un modèle de gestion du capital plus efficace

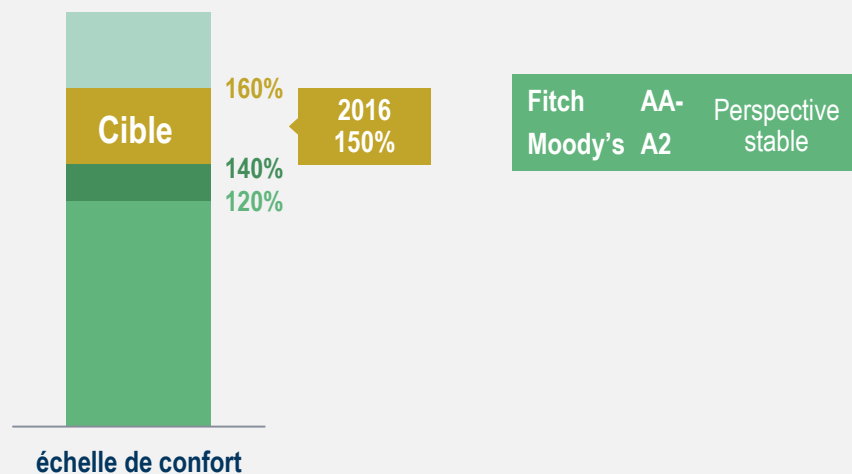
La rémunération adéquate du capital est un facteur de compétitivité à long terme et un levier majeur de création de valeur pour nos actionnaires

Deux objectifs majeurs :

- Maintien de la solidité financière
- Financement d'une croissance rentable

Ratio de Solvabilité

Notations



Première étape de l'optimisation du capital :

Augmentation du taux de cession en réassurance
quote-part à 26% à compter de 2017

Politique de distribution attractive

60% du résultat normalisé

Renforcer la gouvernance et faire évoluer la culture du Groupe

Coface a recentré son comité de direction, renforcé ses équipes et fait évoluer son organisation :

- ▶ trois nouvelles directions créées : stratégie et développement, opérations, et souscription
- ▶ Recrutement de nouveaux directeurs de région : Asie, Amérique du Nord, Méditerranée et Afrique
- ▶ Renforcement de la direction finance & risques, et du secrétariat général

Ces évolutions ont été finalisées début 2017

Transformation de la culture d'entreprise

- ▶ Lancement du programme d'optimisation *Lean*
- ▶ Vision partagée de l'exécution des processus stratégiques et budgétaires
- ▶ Renforcement de la matrice fonctionnelle



Orientation client



Courage et responsabilité



Collaboration



Expertise

La progression de *Fit to Win* est conforme au planning

Renforcer la gestion des risques et la qualité de l'information

- Renforcement des équipes d'analystes
- Mise à jour des politiques et procédures d'arbitrage
- Équipe de soutien dédiée et composée d'arbitres seniors

Gagner en efficacité opérationnelle pour renforcer le service client

- Consultations avec les instances représentatives du personnel achevées en France
- Renégociation des locations de bureaux et déménagements
- Début du projet de centre informatique centralisé en Roumanie
- Début de la simplification des entités baltes

2,0M€ d'économies réalisées au T1-2017, en ligne avec l'objectif de 10M€ sur l'année

Mettre œuvre une stratégie de croissance sélective et rentable

- Hausses tarifaires en Amérique latine
- Nouveaux partenariats avec BoC, UniCredit et BPCE
- Portefeuille restructuré en Asie
- Renforcement des équipes et des procédures de gestion de la relation client sur les marchés matures

Evoluer vers un modèle de gestion du capital plus efficace

- Première étape de l'optimisation du capital : augmentation du taux de cession en réassurance quote-part à 26% à partir du 1^{er} janvier 2017 (vs. 20% en 2016)

Fit to Win (2016-2019) : rappel des objectifs

- Devenir le partenaire **d'assurance-crédit global le plus agile** du secteur
 - Renforcer la **gestion des risques**
 - Piloter l'**efficacité opérationnelle** et le **service client**
 - Mettre en œuvre des **stratégies de croissance différenciées**
- **Optimiser** la gestion du capital
- **Améliorer** la structure et la performance du management
- Favoriser une **transformation culturelle**
- **Délivrer un RoATE $\geq 9\%$** à travers le cycle





4. Résultats financiers

Carine Pichon

Directeur financier



Résultats 2016

Performance opérationnelle 2016 en ligne avec la guidance

Résultats en 2016 : points clés

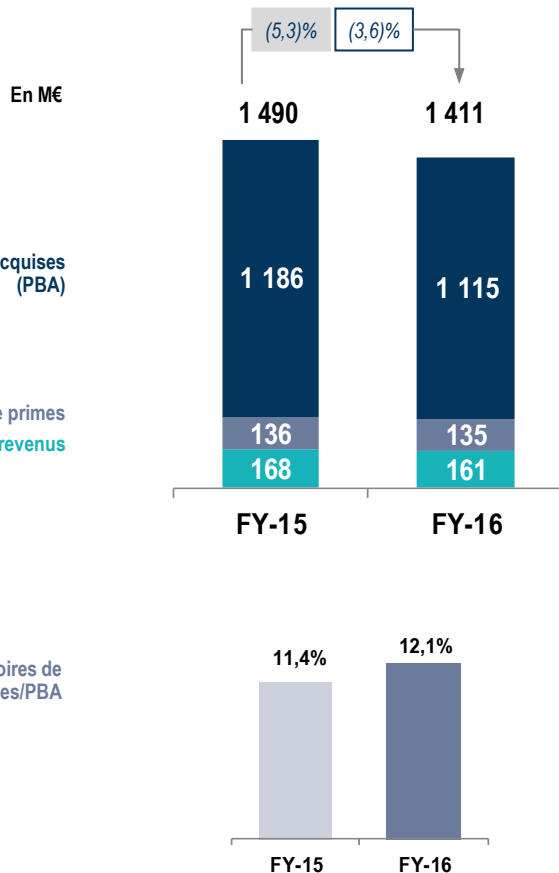
- Performance opérationnelle 2016 en ligne avec la guidance
- Transfert de l'activité de gestion des garanties publiques à l'export finalisé
- Lancement et progression de *Fit to Win* conformes au planning
- **Résultat net (part du groupe) 2016 à 41,5M€**
 - Comprend 36,5M€ d'éléments non-récurrents¹ liés au transfert de la gestion des garanties publiques et au déploiement de *Fit to Win*
- Proposition de distribution² : 0,13€ par action, dont 0,06€ de dividende additionnel
- Ratio de solvabilité dans la fourchette cible à ~150%³
- **Guidance 2017 : ratio de sinistralité net en deçà de 61%**

1 75,0M€ de gain lié au transfert de la gestion des garanties publiques à l'export, 38,6M€ de dépenses de restructurations, 14,1M€ de reprises de provisions de retraites et 5,1M€ liés à la révision des taux actuariels, soit un total de 55,6M€ avant impôt (voir note 30 des comptes consolidés clos au 31 décembre 2016) ; après impôt (taux appliqué: 34,43%), la contribution de ces éléments au résultat net part du groupe s'élève à 36,5M€

2 La proposition de distribution de 0,13 euro par action est soumise à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires du 17 mai 2017

3 Calcul préliminaire. Interprétation de Coface Solvabilité II. Non audité

Chiffre d'affaires impacté par des conditions atones et les actions sur les risques

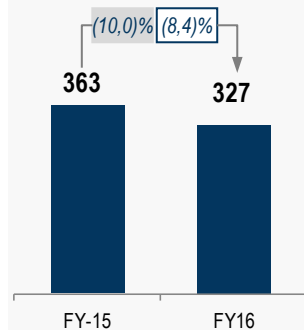


Tendances continues tout au long de 2016

- ▶ Primes impactées par le ralentissement de l'activité des clients et la persistance de conditions atones sur les marchés matures
- ▶ Effet des mesures de risque sur les marchés émergents
- ▶ Les autres revenus ont été impactés par la diminution de la rémunération de l'activité de gestion des garanties publiques à l'export
- ▶ Ratio accessoires de primes/primes brutes acquises en hausse de 0,6 point

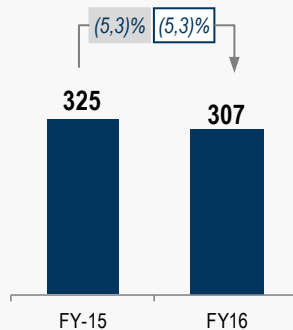
Des performances régionales contrastées

Europe de l'Ouest

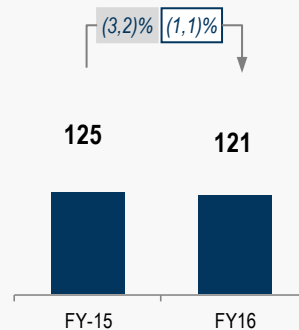


Les prix continuent d'être sous pression reflétant une sinistralité saine et une forte concurrence

Europe du Nord

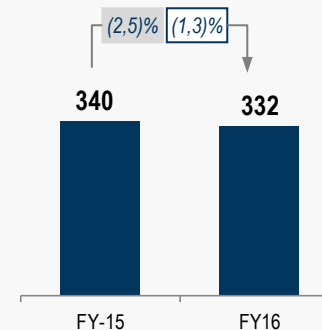


Europe centrale



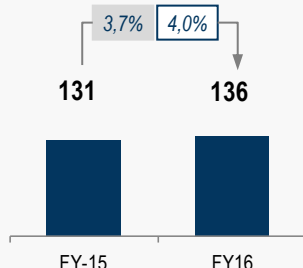
Baisse des revenus de services (recouvrement de créances) en raison d'une faible sinistralité

Méditerranée et Afrique



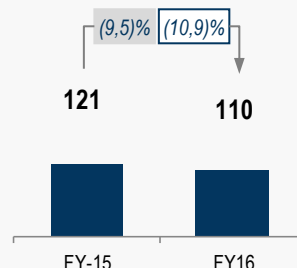
Bonne dynamique commerciale en Italie
CA impacté par les ristournes de primes en Espagne

Amérique du Nord



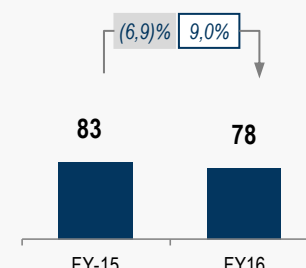
Croissance liée à la souscription de quelques grands contrats

Asie Pacifique



Chiffre d'affaires impacté par des ajustements de portefeuille

Amérique latine



Quelques hausses tarifaires

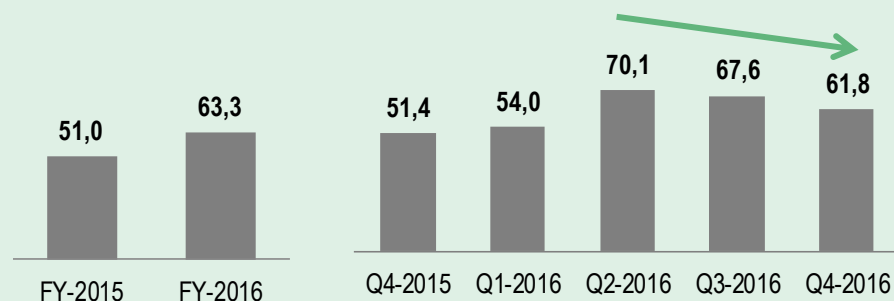
V% V% hors effet de change

Chiffre d'affaires par région, en M€

Remarque : À des fins de comparaison, les données de 2015 publiées ont été retraitées pour prendre en compte les changements de portée suivants : l'Espagne et le Portugal ont été déplacés en Méditerranée et Afrique (vs. Europe de l'Ouest) et la Russie a été déplacée en Europe centrale (vs. Europe du Nord)

Matérialisation de l'impact des plans d'actions sur les risques

Ratio de sinistralité avant réassurance et frais de gestion de sinistres inclus, en %

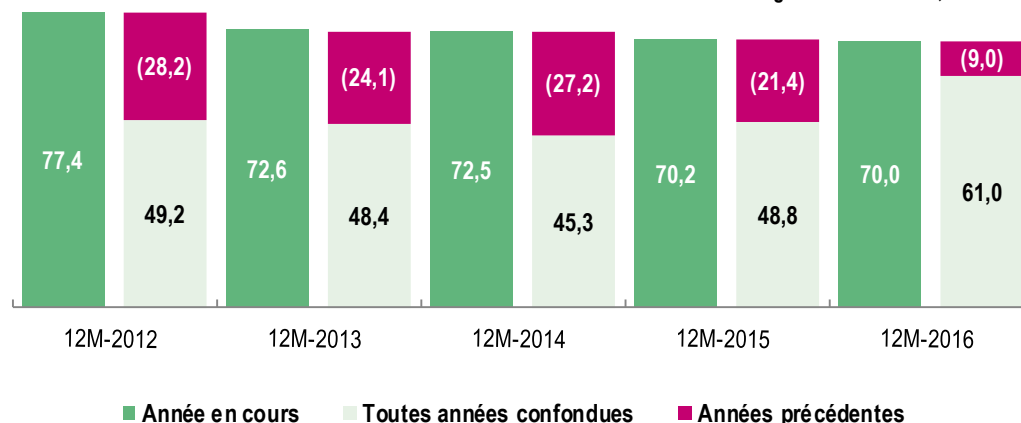


Les effets des mesures de réduction des risques prises en 2015-2016 apparaissent progressivement

- Ratio de sinistralité 2016 impacté par l'augmentation de la sinistralité sur les marchés émergents
- Ratio de sinistralité au T4-2016 en diminution, mais toujours à un niveau élevé

- Baisse des reprises de provisions sur exercices antérieurs liée au développement de la sinistralité sur les marchés émergents (exercices de souscription 2014 et 2015)

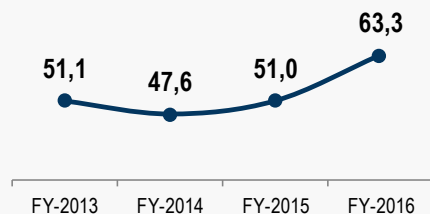
Ratio de sinistralité avant réassurance et hors frais de gestion de sinistres, en %



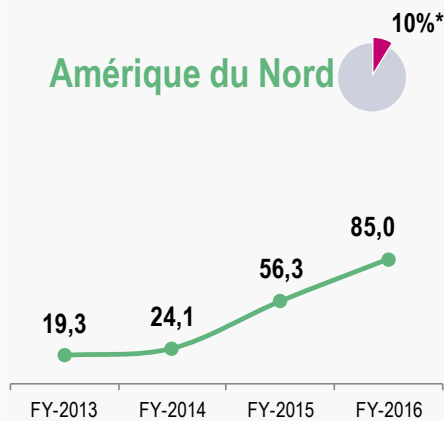
Ratio de sinistralité : l'Asie reste à des niveaux très élevés L'Amérique latine montre des signes d'amélioration

Ratio de sinistralité avant réassurance et frais de gestion de sinistres inclus, en %

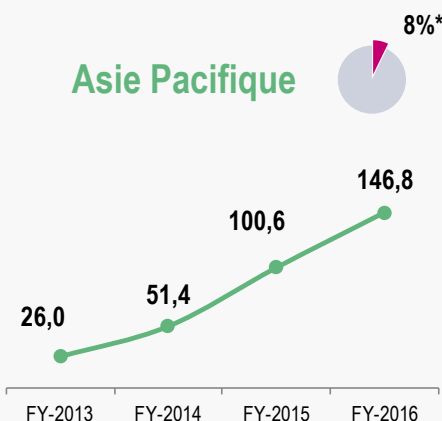
Groupe



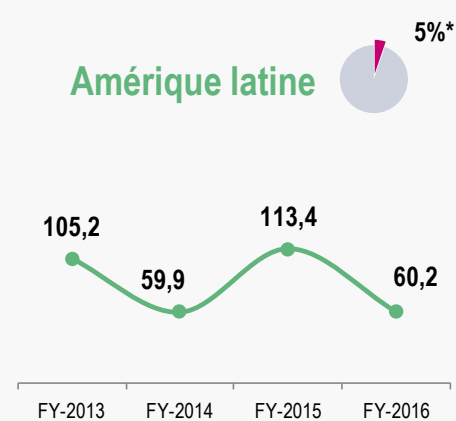
Amérique du Nord



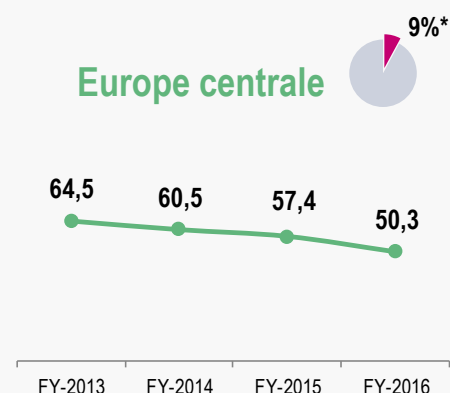
Asie Pacifique



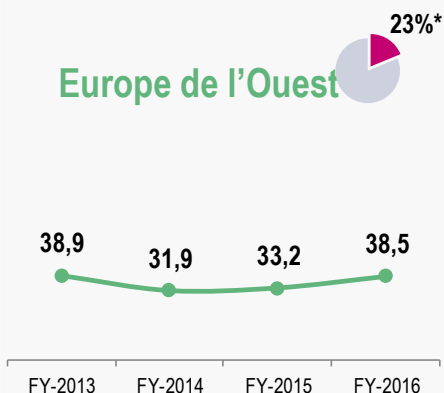
Amérique latine



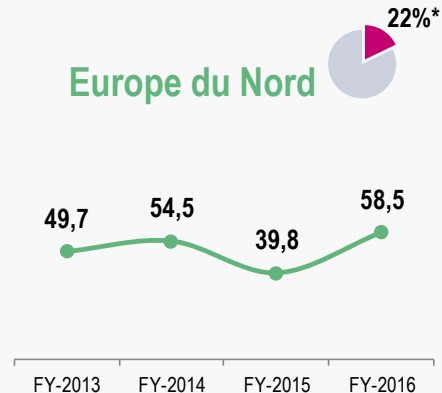
Europe centrale



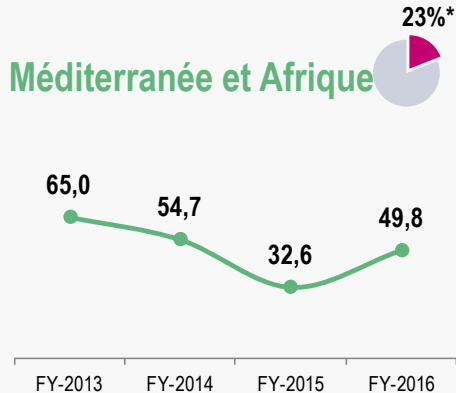
Europe de l'Ouest



Europe du Nord



Méditerranée et Afrique



* % du chiffre d'affaires total par région

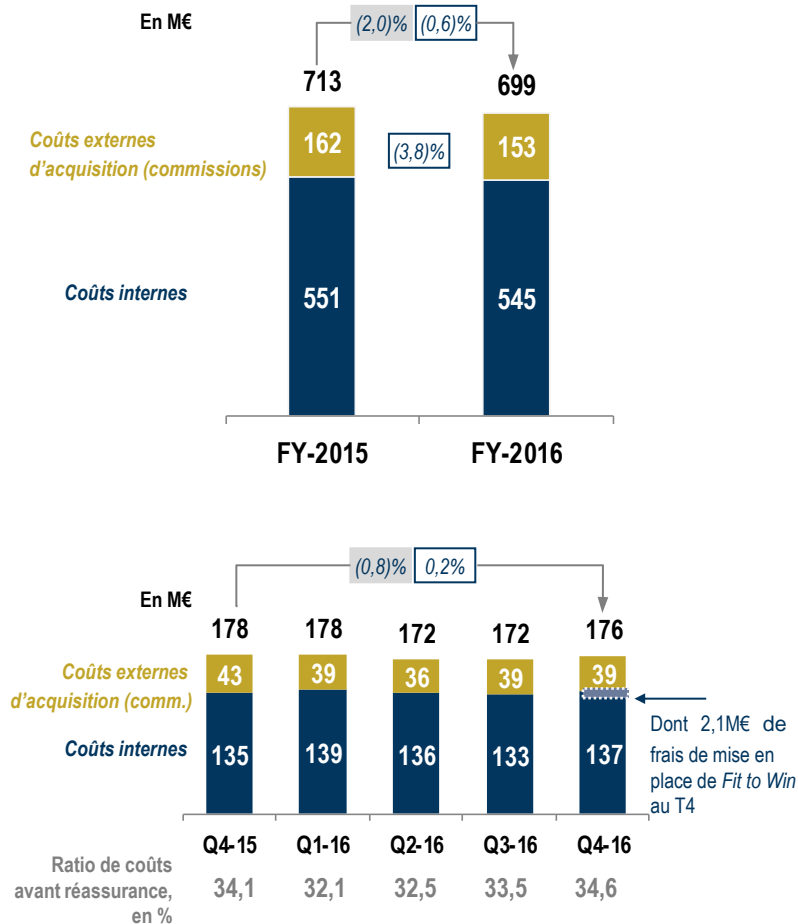
Remarque : À des fins de comparaison, les données de 2015 publiées ont été retraitées pour prendre en compte

les changements de portée suivants :

l'Espagne et le Portugal ont été déplacés en Méditerranée et Afrique (vs. Europe de l'Ouest)

et la Russie a été déplacée en Europe centrale (vs. Europe du Nord)

Coûts sous contrôle, lancement de *Fit to Win*

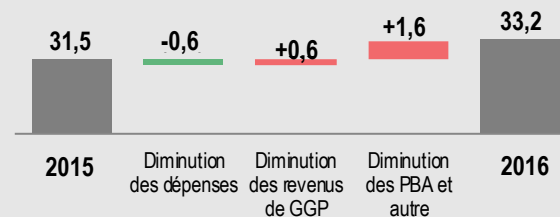


Les pourcentages d'évolution en comparaison annuelle mentionnés ci-dessous s'entendent hors effets de change

Contrôle continu des dépenses





- Baisse des dépenses totales en comparaison annuelle (0,6)%
Baisse des coûts externes d'acquisition (3,8)%
- Contrôle strict des dépenses
- 2,1M€ de frais de mise en place de *Fit to Win* au T4
- Ratio de coûts avant réassurance en hausse de 1,6 point en comparaison annuelle, liée à la baisse du chiffre d'affaires



Ratio de coûts avant réassurance, en %



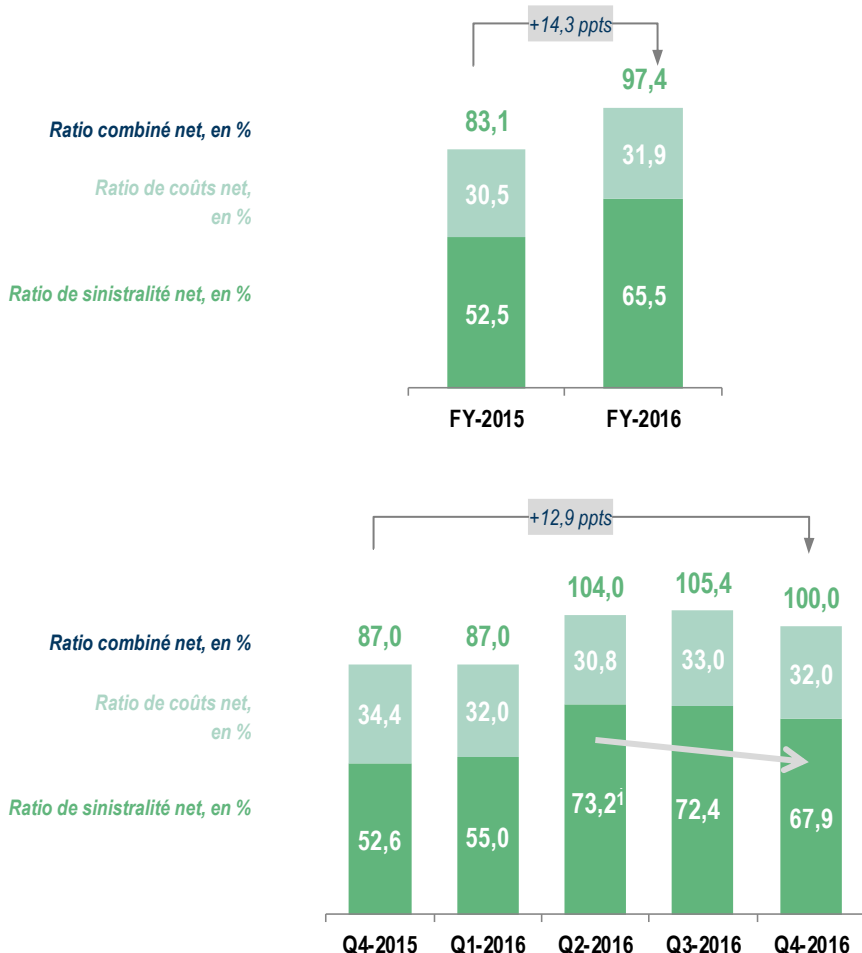
La réassurance absorbe une partie de la volatilité du ratio de sinistralité

- Hausse des primes cédées liée à l'achat d'une couverture non-proportionnelle supplémentaire en 2016

	En M€	FY-2015	FY-2016
Primes brutes acquises		1 185,9	1 115,1
Primes nettes acquises		920,2	857,6
Taux de cession des primes		22,4%	23,1%
			
Charges de prestation des contrats brutes	- 605,3	- 705,7	
Charges de prestation des contrats nettes	- 483,5	- 561,5	
Taux de cession des sinistres		20,1%	20,4%
			

	En M€	FY-2015	FY-2016	V%
Résultat technique brut de réassurance		194,8	30,5	(84)%
<i>Résultat de la réassurance</i>				(66)%
		-51,4	-17,6	
Résultat technique net de réassurance		143,4	12,8	(91)%

Stabilisation du ratio combiné, en ligne avec les attentes



Ratio combiné net 2016 en ligne avec les attentes

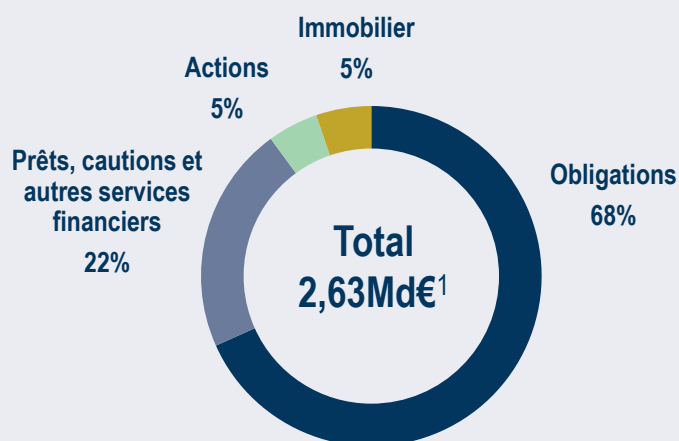
- Progression du ratio combiné net de 14,3 ppts depuis le début de l'année sous l'effet d'une hausse du ratio de sinistralité sur les marchés émergents
- Ratio de sinistralité net 2016 de 65,5%, dans la fourchette cible
- Ratio de coûts net en hausse de 1,4 ppt liée à la baisse du chiffre d'affaires

- La tendance trimestre à trimestre montre des premiers signes d'amélioration du ratio de sinistralité, principalement grâce à l'Amérique latine ; en Asie, ratio toujours élevé

¹ Ratio de sinistralité enregistré au T2-2016 : 66,9%,
ratio de sinistralité sous-jacent à 73,2% hors produit non-récurrent de réassurance de 13,8M€

Résultat financier sous pression dans un environnement de taux faibles

Maintenir une stratégie d'investissement diversifiée et proactive



€m	12M 2015	12M 2016
Revenu du portefeuille de placement ²	49,9	43,5
dont gains sur les ventes ³	4,5	3,5
Coûts de gestion des placements	-2,7	-3,2
Autre	5,9	7,7
Revenu de placement net	53,1	48,0
Rendement comptable moyen du portefeuille de placement	2,0%	1,7%
Rendement comptable moyen du portefeuille de placement hors gains réalisés à la vente	1,8%	1,6%

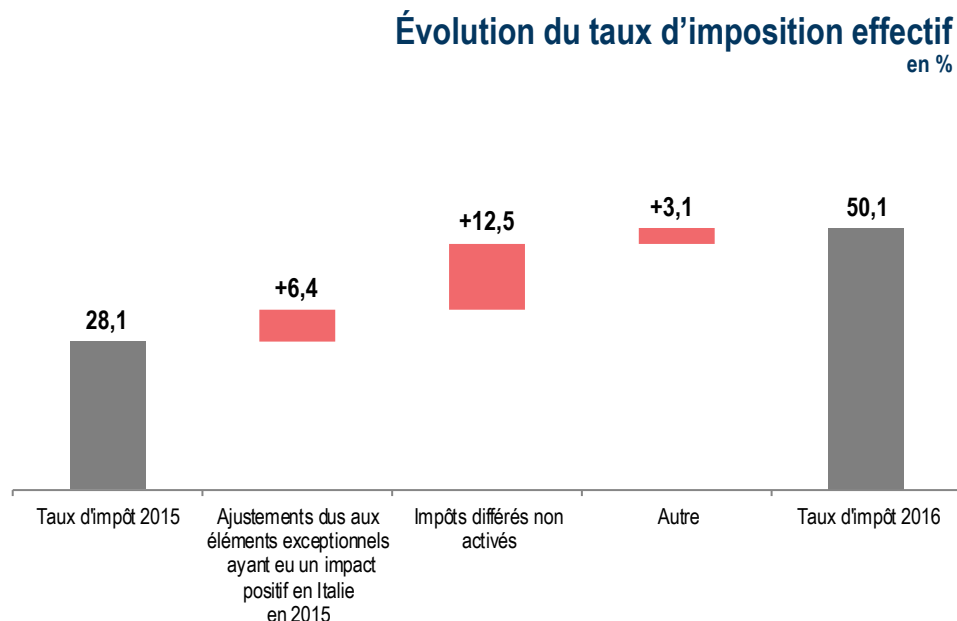
1 Hors investissements dans des filiales non consolidées

2 Hors investissements dans des filiales non consolidées, effets de change et coûts de gestion des placements

3 Hors investissements dans des filiales non consolidées et produits dérivés

Taux d'imposition effectif impacté par des impôts différés non activés dans les régions réalisant des pertes

- ▶ Le taux d'imposition effectif (TIE) 2015 a été positivement impacté par un ajustement non-récurrent des charges fiscales de 6,4 pts en Italie
- ▶ La hausse du TIE 2016 est principalement due à des impôts différés actifs potentiels non-comptabilisés en raison des pertes dans les marchés émergents
- ▶ Les autres impacts comprennent +2,1 pts liés à l'impôt sur le dividende en France (distribution du résultat 2015)



Résultat net 2016 à 41.5M€

Distribution proposée 0,13€ par action

Compte de résultat simplifié - en m€

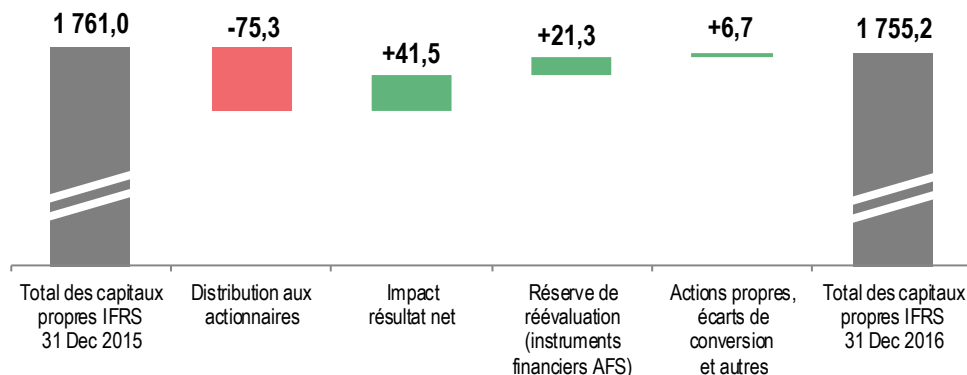
	FY-2015	FY-2016
Résultat opérationnel courant	196,5	60,9
Gain sur le transfert de la gestion des garanties publiques	-	75,0
<i>Fit to Win</i> : dépenses d'investissement et de restructuration	-	-38,6
<i>Fit to Win</i> : gains exceptionnels 14,1m€ de reprises de provisions de retraites, 5,1m€ dus à la révision des taux actuariels	-	19,2
Autres produits et charges opérationnels	-4,2	-2,0
Résultat opérationnel	192,3	114,4
Charges de financement	-18,5	-18,4
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	2,2	-5,8
Impôts <i>Taux d'impôt</i>	-48,8 28%	-48,1 50%
Participations ne donnant pas le contrôle	-0,9	-0,5
Résultat net (part du groupe)	126,2	41,5

- ▶ Bénéfice par action (BPA) : 0,26€
- ▶ BPA ajusté¹ : 0,11€
- ▶ Dividende par action (DPA) : 0,13€
 - ▶ 0,07€ normal
 - ▶ 0,06€ additionnel
- ▶ Ratio de distribution : 62% du résultat ajusté¹

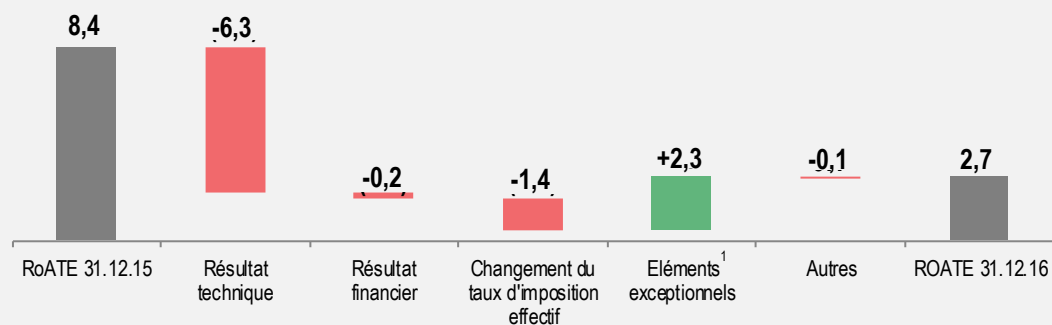
¹ Les éléments suivants sont exclus des calculs du résultat net ajusté : 75,0M€ de produit lié au transfert de la gestion des garanties publiques à l'export et 38,6M€ de charges de restructuration, soit un total de 36,3M€ avant impôt (voir note 30 des comptes consolidés 2016) ; Après impôt (taux appliqué : 34,43%), la contribution de ces éléments au résultat net (part du groupe) 2016 s'élève à 23,8M€

Le RoATE s'établit à 2,7% pour 2016

Evolution des capitaux propres en M€

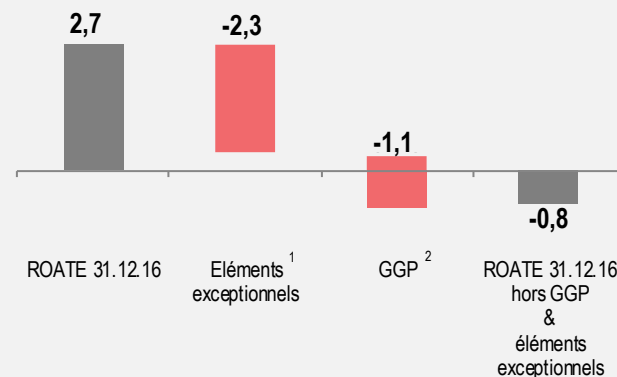


Rendement des capitaux propres tangibles moyens (RoATE) en %



¹ 75,0M€ de produit lié au transfert de la gestion des garanties publiques à l'export en France, 38,6M€ de charges de restructuration, 14,1M€ de reprise de provision liée à l'alignement des prestations sociales sur les normes du marché et 5,1M€ de produit liés à l'actualisation des taux actuariels, soit un total de 55,6M€ avant impôt (voir note 30 des comptes consolidés 2016) ; Après impôt (taux appliqué : 34,43%), la contribution de ces éléments au résultat net (part du groupe) 2016 s'élève à 36,5M€

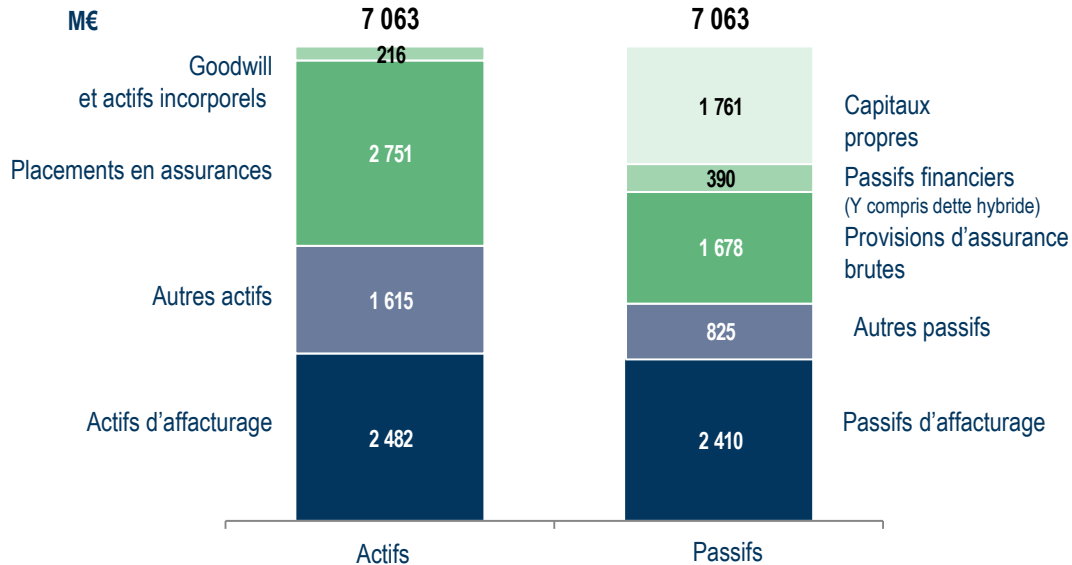
RoATE hors éléments exceptionnels et activité de gestion des garanties publiques à l'export en %



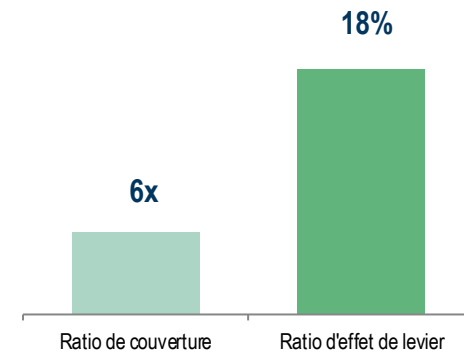
² GGP : Activité de gestion des garanties publiques à l'export

Solidité financière

Bilan 2016 simplifié



Structure du capital 2016

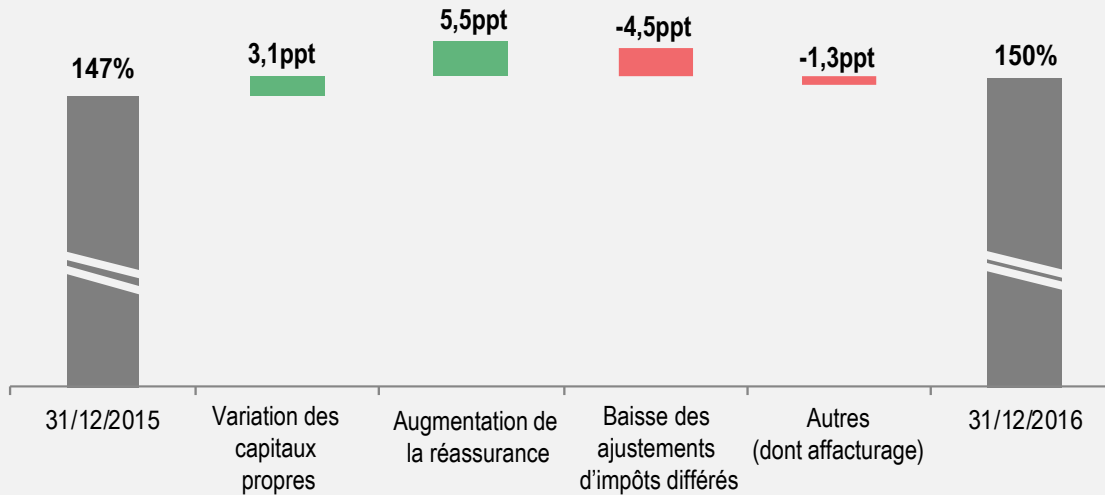


Solidité financière confirmée

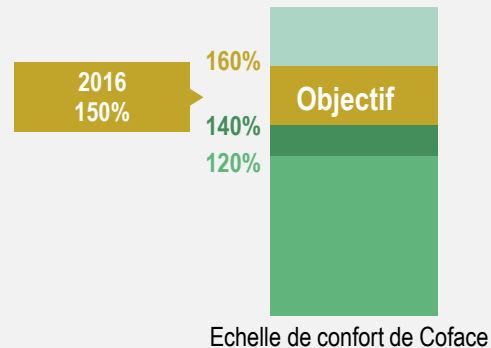
- Fitch : AA-, perspective stable
note confirmée le 29 septembre 2016
- Moody's : A2, perspective stable
opinion de crédit mise à jour le 28 novembre 2016

Solvabilité solide dans le temps confirmée par les tests de résistance

Variation du ratio de solvabilité



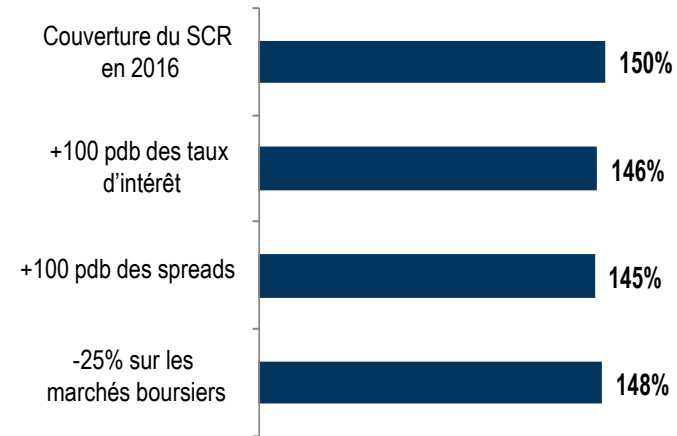
Ratio de solvabilité 2016 dans la fourchette cible



Remarque : Interprétation par Coface de Solvabilité II. Calcul préliminaire
Non audité

Faible sensibilité aux chocs de marché

Sensibilité de marché testée par des chocs instantanés



Exigence de solvabilité respectée dans les scénarios de crise



- 1 Basé sur le ratio de sinistralité observé pendant la crise de 2008
2 Basé sur le ratio de sinistralité correspondant au quantile de 95%



Résultats T1 - 2017

Résultats du premier trimestre 2017 : points clés

- **Chiffre d'affaires à 348,3M€ en baisse de 2,2% à taux de change et périmètre* constants**
 - Marchés matures stables
 - Amérique du Nord en baisse due au non-renouvellement de grands contrats signés en 2016
 - Marchés émergents toujours impactés par les effets des plans d'actions sur les risques
- **Ratio de sinistralité net de 58,2% et ratio combiné net de 92,0%**
 - Amélioration du ratio de sinistralité brut de 4 points, qui atteint 57,8% (contre 61,8% au T4-2016) tiré par l'Amérique du Nord et l'Asie
 - Amélioration du ratio de sinistralité net de 9,7 points, par rapport au T4-2016 en raison de l'impact de la réassurance
 - Ratio de coût net : 33,9%
- **Résultat net à 7,3M€**
- **Progression du plan *Fit to Win* conforme aux attentes**
 - Déploiement du plan d'action sur les risques achevé
 - Economie de coûts depuis le début de l'exercice de 2,0 M€, en ligne avec l'objectif fixé pour l'année (10 M€)
- **Rappel de l'objectif 2017 : ratio de sinistralité net en dessous de 61%**

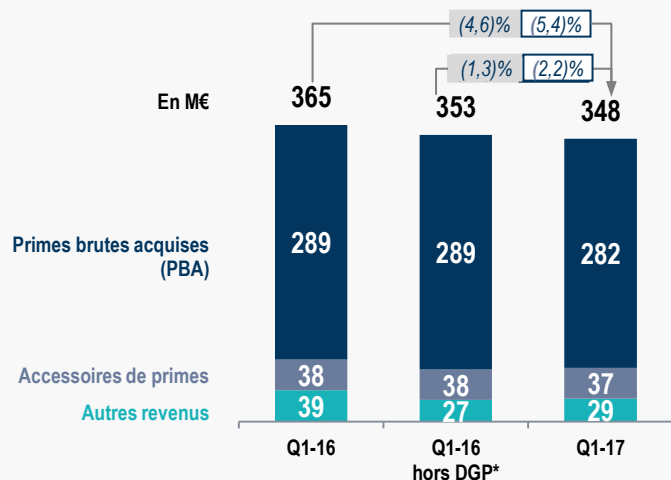
*Périmètre constant = hors activité de gestion des garanties publiques (12.0mM€de chiffre d'affaires au T1-2016)

Coface a cédé cette activité à compter du 1^{er} janvier 2017 ; les données impactées par cette activité en 2016 ont été retraitées afin d'être comparables avec 2017

La baisse du CA s'atténue, et le ratio combiné net s'améliore

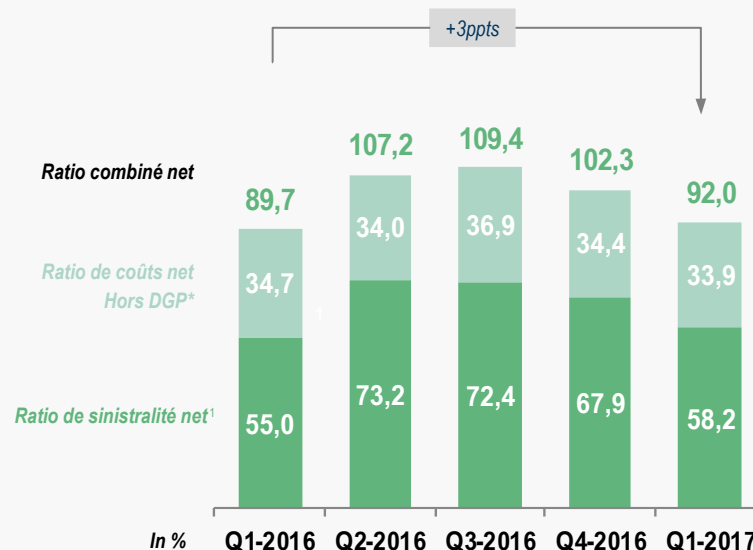
Chiffre d'affaires (M€)

- Effet prix négatif, compensé par une meilleure activité client
- En Amérique du Nord, baisse du CA de -14,8% à taux constants, à cause du non renouvellement de grands contrats
- Autres revenus (affacturation et services) en hausse de +6% vs. Q1-2016



Ratio combiné net (%)

- Amélioration du ratio de sinistralité net grâce aux effets des plans d'actions sur les risques
- Augmentation de la réassurance qui améliore le ratio de sinistralité net
- Effet de change positif qui améliore le ratio de sinistralité net de 2,1 pts



*Hors DGP = Hors garanties publiques, (12.0M€ de chiffre d'affaires au Q1-2016). Coface a cédé cette activité au 1^{er} janvier 2017; les données de 2016 impactées par cette activité ont été revues pour être comparable à 2017

Résultat net & RoATE

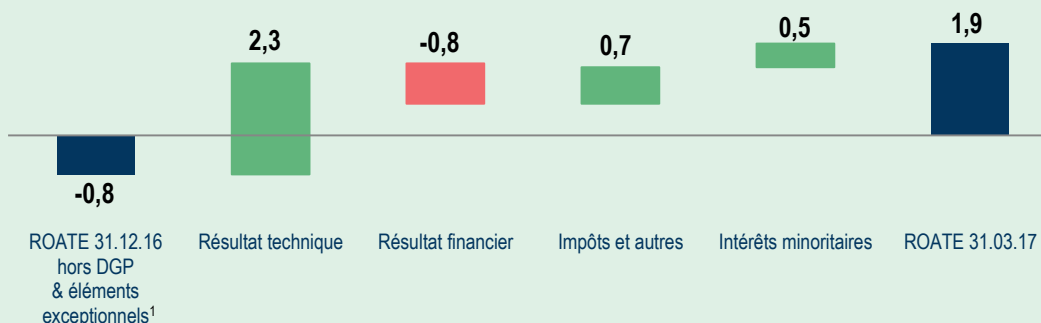
Eléments du compte de résultat - en M€	Q1-2016	Q1-2016 Hors DGP*	Q1-2017
Résultat opérationnel courant	37,3	31,6	20,1
Investissements et dépenses de restructuration Fit to Win	-	-	-0,6
Autres revenus et dépenses opérationnels	-1,0	-1,0	-0,4
Résultat opérationnel	36,3	30,6	19,2
Charges de financement	-4,9	-4,9	-4,4
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	0,4	0,4	0,3
Impôt	-9,4	-7,5	-7,7
Taux d'imposition	30%	29%	52%
Participations ne donnant pas le contrôle	0,0	0,0	-0,1
Résultat net (part du groupe)	22,3	18,6	7,3

- Taux d'imposition toujours élevé en raison de la non-activation d'impôt différés dans les régions réalisant des pertes
- La normalisation peut prendre du temps. A court terme, le taux d'imposition peut être volatile
- Notice d'audit des comptes par l'autorité française des impôts reçue le 10 janvier 2017
(Comité d'audit national et international – Finances publiques)

*Hors DGP = Hors garanties publiques, (12,0M€ de chiffre d'affaires au Q1-2016). Coface a cédé cette activité au 1^{er} janvier 2017; les données de 2016 impactées par cette activité ont été revues pour être comparable à 2017

Rendement des capitaux propres (RoATE)

1 RoATE 31.12.16 : 2,7%. Pour être comparable au 31.03.2017, RoATE 31.12.16 hors DGP & éléments exceptionnels (0,8)% excluant 75,0M€ de gains sur le transfert de la DGP, 38,6M€ de dépenses de restructuration, 14,1M€ de libération de réserves de bénéfices sociaux, et 5,1M€ liés au changement des taux d'actuariat, pour un total de 55,6M€ avant impôt (voir note 30 des états financiers de l'année 2016) ; après impôt (taux d'imposition de 34,43%), ces éléments influent sur le résultat net (part du groupe) à hauteur de 36,5M€



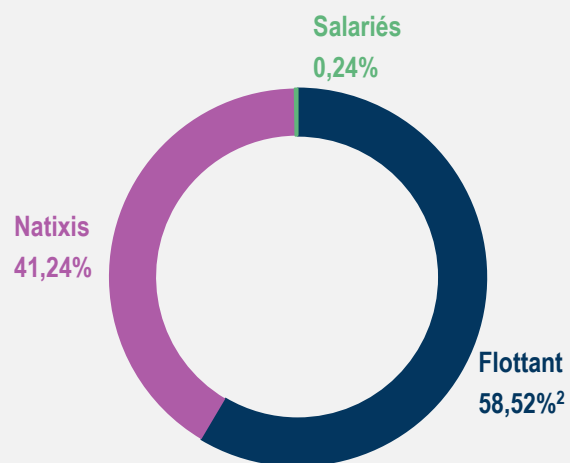


Performance de l'action

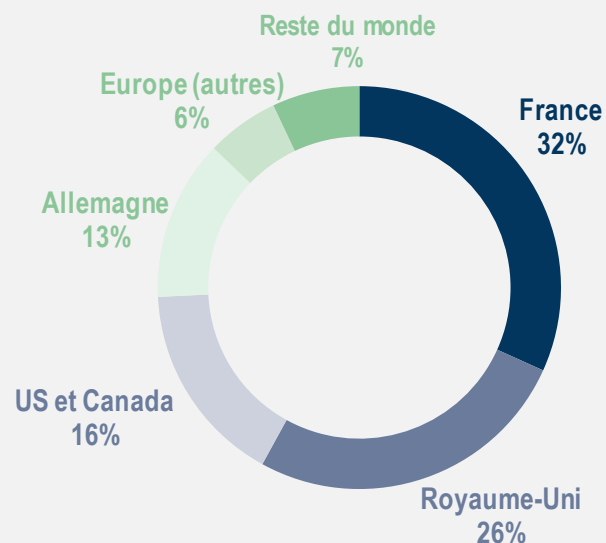
Structure de l'actionnariat

- Le top 5 des actionnaires minoritaires concentre ~27% du capital de Coface
- Près de 70% du flottant est détenu par des investisseurs étrangers (vs. ~42% lors de l'introduction en bourse)

Actionnariat au 30/04/2017¹



Distribution géographique³

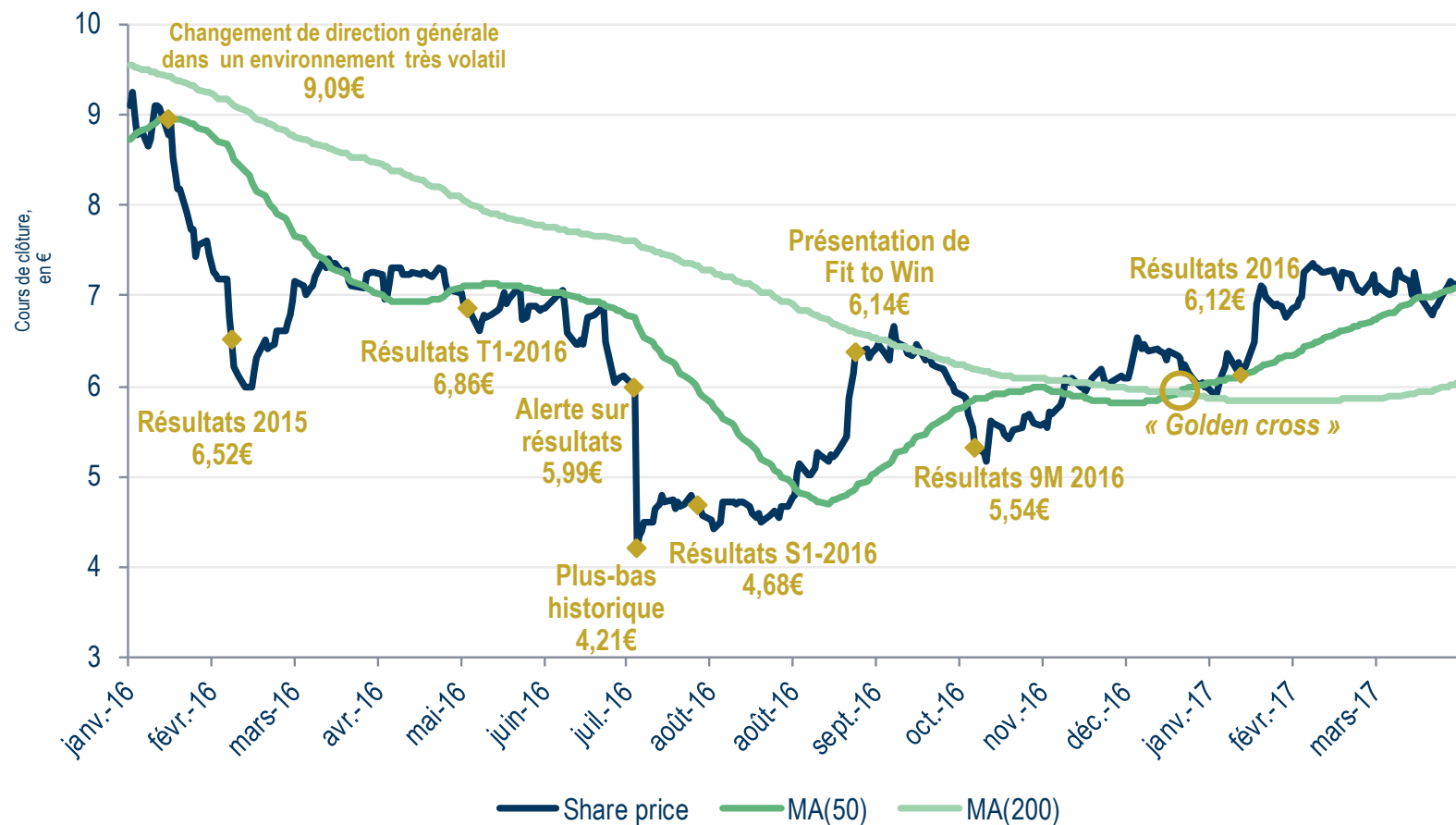


¹ Nombre total d'actions au 30 avril 2017 : 157 248 232

² Dont 144 811 actions du contrat de liquidité (0,09%) et 191 951 actions auto-détenues (0,12%)

³ Répartition géographique du top 50 des actionnaires minoritaires, représentant 91% du capital flottant. (source : étude d'actionnariat réalisée au 14/4/2017)

Un parcours boursier chaotique, mais révélant des opportunités



La « Golden cross » signale le croisement de deux moyennes mobiles à la hausse



5. Rapports des commissaires aux comptes

KPMG SA
Deloitte



6. Point sur la gouvernance de COFACE SA et activité du conseil d'administration et des comités spécialisés

Laurent Mignon

Président du conseil d'administration

La gouvernance de COFACE SA en 2016



Le référentiel de la gouvernance COFACE SA : le code Afep-Medef

Composition du conseil d'administration au 17 mai 2017

LAURENT MIGNON, président du conseil d'administration

- **JEAN ARONDEL**, président du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'Epargne Loire-Centre
- **JEAN-PAUL DUMORTIER**, président du conseil d'administration de Banque Populaire Rives de Paris
- **ERIC HEMAR**, président-directeur général d'ID Logistics
- **LINDA JACKSON**, directeur général d'Automobiles Citroën
- **DANIEL KARYOTIS**, directeur général de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes
- **SHARON MACBEATH**, membre du directoire et du comité exécutif, directeur des ressources humaines et de la communication de Tarkett
- **MARTINE ODILLARD**, présidente des Cinémas Gaumont Pathé
- **ISABELLE RODNEY**, membre du directoire de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur
- **ANNE SALLE-MONGAUZE**, directeur général de la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions
- **OLIVIER ZARROUATI**, président du directoire de Zodiac Aerospace

**11 Administrateurs
dont 5 indépendants**

Activité du conseil d'administration en 2016

Missions

Déterminer les orientations de l'activité de la société et veiller à leur mise en œuvre

Fonctionnement

Réunions :
9 séances de travail en 2016

Taux d'assiduité moyen :
74,6%

Principaux travaux en 2016

Examen des comptes trimestriels

Examen et arrêté des comptes annuels

Plan stratégique *Fit to Win*

Approbation des politiques de risques dans le cadre de Solvabilité II / Politique de rémunération

Cessation des fonctions du directeur général et nomination d'un nouveau directeur général / Conditions de départ du directeur général et rémunération du nouveau directeur général

Autoévaluation des travaux du conseil d'administration

Plan de *Long Term Incentive* « LTIP 2016 »

Conditions de transfert des garanties publiques / Avenant à la convention de gestion avec l'Etat pour l'exercice 2016

Mise en place d'une ligne de capital contingent

Renouvellement du programme de rachat d'actions

Approbation du plan d'audit

Indépendance des administrateurs
(en février 2017)

Activité du comité d'audit en 2016

Missions

Suivi du processus d'élaboration de l'information financière

Suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle et d'audit interne

Suivi du contrôle légal des comptes sociaux et consolidés par les commissaires aux comptes

Suivi de l'indépendance des commissaires aux comptes

Fonctionnement

Composition :

3 membres, dont deux administrateurs indépendants

Il est présidé par Eric Hémar

Réunions :

5 séances de travail en 2016

Taux d'assiduité moyen :

90%

Principaux travaux en 2016

Examen des comptes trimestriels et annuels

Examen du plan d'audit

Examen des principaux engagements hors bilan

Examen des principales politiques de risques au titre de Solvabilité II

Examen des méthodes de provisionnement

Modification du règlement intérieur du comité d'audit

Examen de la structure de réassurance

Examen de l'ORSA

Indépendance des commissaires aux comptes

Activité du comité des nominations et rémunérations en 2016

Missions	Fonctionnement	Principaux travaux en 2016
<p>Modalités de rémunération des mandataires sociaux</p> <p>Nominations des mandataires sociaux</p> <p>Etablissement et gestion d'un plan de succession des principaux dirigeants de la Société</p>	<p>Composition : 3 membres, dont deux administrateurs indépendants</p> <p>Il est présidé par Olivier Zarrouati</p> <p>Réunions : 3 séances de travail en 2016</p> <p>Taux d'assiduité moyen : 100%</p>	<p>Examen des éléments de rémunération du directeur général</p> <p>Examen des éléments d'un <i>Long Term Incentive Plan</i> mis en place au profit du directeur général et de certains salariés</p> <p>Mise à jour de la politique de rémunération</p> <p>Renforcement du <i>top management</i></p> <p>Plan de succession</p>

Auto-évaluation des travaux du conseil d'administration et des comités spécialisés

Méthodologie

- **Evaluation par COFACE SA des travaux de son conseil d'administration et de ses comités spécialisés, conformément aux recommandations du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP-MEDEF, sur :**

- l'organisation et la composition du conseil ;
- l'adéquation des ordres du jour ;
- la relation des administrateurs avec la direction générale ;
- l'évaluation des travaux des comités spécialisés ;
- la mesure de la performance générale du conseil.

Bilan

- De manière générale, l'évaluation est satisfaisante ou très satisfaisante, notamment quant à la performance du conseil (relation de confiance entre le conseil, le président et le directeur général ; respect des règles de gouvernance, etc.), l'implication des administrateurs, qualité des réponses apportées à leurs questions par la direction de l'entreprise.
- Globalement, le fonctionnement du conseil est jugé au moins équivalent ou meilleur que celui des autres conseils auxquels participent les administrateurs.
- **Principales pistes d'amélioration retenues pour 2017 :**
 - meilleure connaissance du règlement intérieur et des différents métiers de l'entreprise ;
 - temps consacré au contrôle des risques et aux grands équilibres bilanciaux.



7. Rémunération des mandataires sociaux

Olivier Zarrouati

Président du comité des nominations et des rémunérations

Rémunération du président du conseil d'administration

- Rémunération fixe 2016 : 0 €
- Rémunération variable 2016 : 0 €
- Pas d'actions de performance
- Pas d'indemnité de cessation de fonction
- Pas de jetons de présence

Rémunération du directeur général

Statut de Xavier Durand

- **Mandataire social de COFACE SA**
- **Détails du statut :**
 - Absence de contrat de travail
 - Absence de *stock options*
 - Absence de retraite chapeau
 - Prise en charge à hauteur de 62,5% des cotisations auprès de la Garantie sociale du chef d'entreprise et du mandataire social (GSC)
 - Bénéficiaire des régimes santé et prévoyance en vigueur au sein de Coface
 - Mise à disposition d'un véhicule de fonction
 - Indemnité de cessation de fonction soumise à condition de performance et plafonnée à deux ans de rémunération (fixe et variable)

Rémunération du directeur général

Exercice 2016 (1/2)

Structure de la rémunération de Xavier Durand en 2016

- **Rémunération fixe :**

→ 575 K€, versée au prorata du temps de présence à compter du 9 février 2016

Rémunération fixe annuelle: 575 K€

Analyse marché
vs Médiane
(source Towers 2017)*

-12%

- **Rémunération variable annuelle :**

→ Cible : 100% de la rémunération fixe, soit 575 K€ à 100% d'atteinte des objectifs fixés pour la période (60% d'objectifs financiers et 40% d'objectifs stratégiques et managériaux)

→ Amplitude : de 0 à 200% de la rémunération fixe:

- De 0% à 150% pour les objectifs financiers, correspondant à un taux d'atteinte maximum de 250%
- de 0% à 50% pour les objectifs stratégiques et managériaux, soit un taux d'atteinte maximum de 125%

Rémunération totale cible: 1 150 K€

-10%

- **Rémunération variable long terme (attribution gratuite d'actions) :**

→ 50 000 actions de performance dans le cadre du LTIP 2016 (pour une valeur à la date d'attribution de 312 553 €)

Rémunération globale cible: 1 463 K€

-18%

* panel de 35 sociétés du SBF 120 comparables à Coface en termes de chiffre d'affaires, d'effectifs et/ou de périmètre géographique

Rémunération du directeur général

Exercice 2016 (2/2)

Rémunération variable annuelle 2016 de Xavier Durand

- Le taux de réalisation des objectifs 2016 s'élève à 77,81% répartis comme suit:

Objectifs financiers	Clé de répartition	Taux de réalisation	Montant de rémunération variable correspondant
Chiffre d'affaires	20%	88,9%	102 178
Résultat net	20%	0,0%	0
Frais généraux internes, hors exceptionnels	10%	100,2%	57 730
Loss ratio brut hors frais de gestion de sinistres	10%	0,0%	0
TOTAL (A)		27,81%	159 908

Objectifs stratégiques et managériaux	Clé de répartition	Taux de réalisation	Montant de rémunération variable correspondant
Plan Stratégique <i>Fit to Win</i>	20%	125,0%	143 750
Renforcement du management	10%	125,0%	71 875
Gestion de projets (garanties publiques, Solvency 2)	10%	125,0%	71 875
TOTAL (B)		50,00%	287 500
TOTAL (A+B)		77,81%	447 408

- Dans le cadre de sa prise de fonction, il a été convenu que la rémunération variable de Xavier Durand serait garantie pour 2016 à hauteur de 80% de la rémunération variable cible annuelle; le montant dû s'élève donc à **460 000 €**
- 30% de la rémunération variable annuelle est différée. La rémunération variable due au titre de 2016 (année N) sera donc versée selon les modalités suivantes:
 - 70% versé en N+1, soit 322 000 €
 - 15% versé en N+2, soit 69 000 €
 - 15% versé en N+3, soit 69 000 €
- Un dispositif de malus est introduit sur la rémunération différée en cas de pertes observées à la date de versement

Rémunération du directeur général

Exercice 2017 (1/4)

Structure de la rémunération de Xavier Durand en 2017

- **Rémunération fixe:** identique à 2016

→ 575 K€

Rémunération fixe annuelle: 575 K€

-12%

- **Rémunération variable annuelle:** structure identique à 2016

→ Cible : 100% de la rémunération fixe, soit 575 K€ à 100% d'atteinte des objectifs fixés pour la période (60% d'objectifs financiers et 40% d'objectifs stratégiques et managériaux)

→ Amplitude : de 0 à 200% de la rémunération fixe:

- De 0% à 150% pour les objectifs financiers, correspondant à un taux d'atteinte maximum de 250%
- de 0% à 50% pour les objectifs stratégiques et managériaux, soit un taux d'atteinte maximum de 125%

Rémunération totale cible: 1 150 K€

-10%

- **Rémunération variable long terme (attribution gratuite d'actions):**

→ 60 000 actions de performance dans le cadre du LTIP 2017 (pour une valeur à la date d'attribution de 363 480 €)

Rémunération globale cible: 1 513 K€

-15%

Analyse marché
vs Médiane
(source Towers 2017)*

* Panel de 35 sociétés du SBF 120 comparables à Coface en termes de chiffre d'affaires, d'effectifs et/ou de périmètre géographique

Rémunération du directeur général

Exercice 2017 (2/4)

Rémunération variable annuelle 2017 de Xavier Durand

- Les critères proposés pour l'évaluation du bonus 2017 sont les suivants:

Objectifs financiers	Clé de répartition
Chiffre d'affaires	20%
Résultat net	20%
Frais généraux internes, hors exceptionnels	10%
Loss ratio brut hors frais de gestion de sinistres	10%
TOTAL (A)	60%

Objectifs stratégiques et managériaux	Clé de répartition
Plan stratégique <i>Fit to Win</i>	20%
Management, gestion des talents	10%
Gestion de projets (Solvency 2)	5%
Relance commerciale	5%
TOTAL (B)	40%
TOTAL (A+B)	100%

- 30% de la rémunération variable annuelle est différée. La rémunération variable due au titre de 2017 (année N) sera donc versée selon les modalités suivantes:
 - 70% versé en N+1
 - 15% versé en N+2
 - 15% versé en N+3
- Un dispositif de malus est introduit sur la rémunération différée en cas de pertes observées à la date de versement

Rémunération du directeur général

Exercice 2017 (3/4)

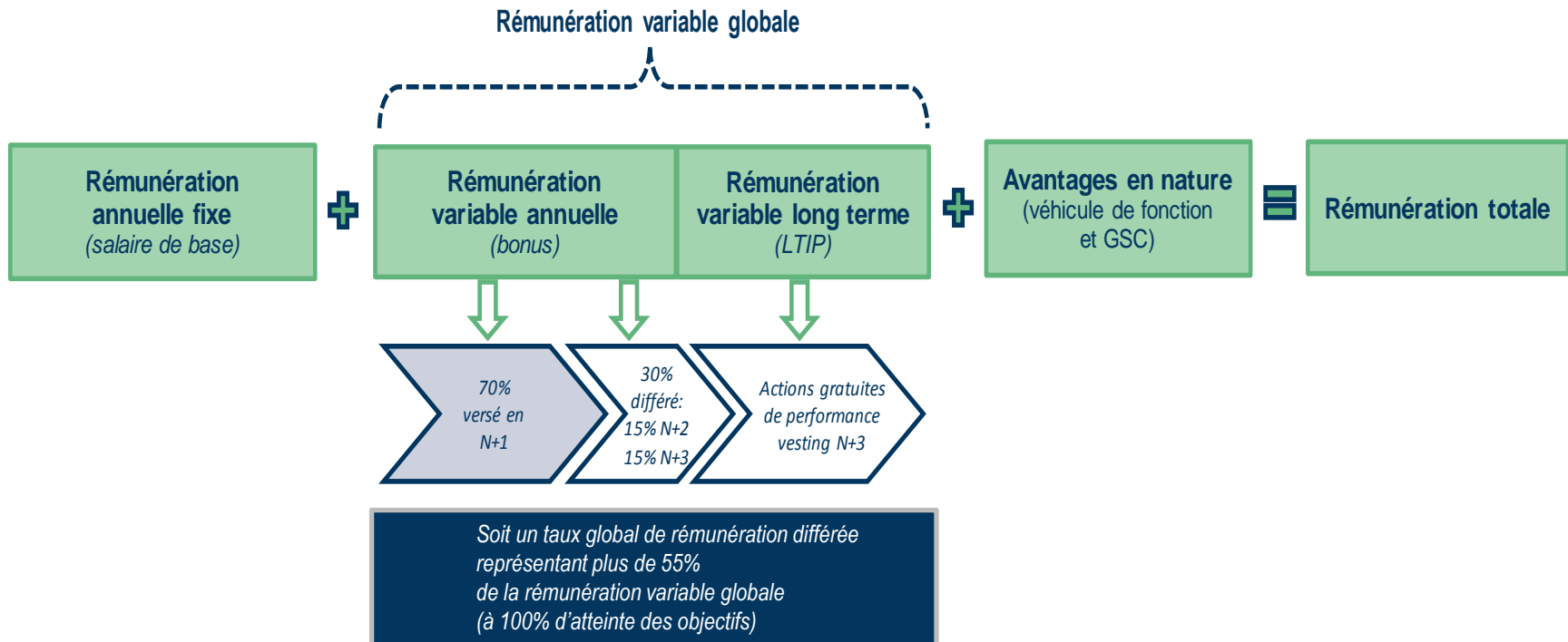
Rémunération variable long terme 2017 de Xavier Durand

- Attribution de 60 000 actions gratuites de performance au directeur général dans le cadre du *Long Term Incentive Plan* 2017 (LTIP 2017), dont l'acquisition définitive sera subordonnée à l'atteinte des conditions de performance suivantes :
 - 50% des actions attribuées seront acquises sous condition de réalisation du niveau de RoATE (*Return on Average Tangible Equity*) de COFACE SA au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019
 - 50% des actions attribuées seront acquises sous condition de performance relative de l'action COFACE SA, mesurée par la croissance du « *Total Shareholder Return* » (TSR) de COFACE SA comparée à la croissance du TSR des établissements composant l'indice *Euro Stoxx Assurance* sur la période
- La période d'acquisition des actions est fixée à 3 ans
- Le plan ne prévoit pas de période de conservation
- 30% des actions acquises au titre du LTIP 2017 devra être conservé par le directeur général jusqu'à la fin de son mandat social ou de toute autre fonction qu'il serait amené à exercer au sein de Coface

Rémunération du directeur général

Exercice 2017 (4/4)

Synthèse de la rémunération globale 2017 de Xavier Durand



Politique d'attribution de jetons de présence (1/2)

La politique d'attribution de jetons de présence, fixée en 2015, a été reconduite à l'identique par le conseil du 27 juillet 2016 et est appliquée comme suit :

- **Pour les membres du conseil d'administration :**
 - Part fixe : 8 000 € par an (*prorata temporis* de la durée du mandat) ;
 - Part variable : 2 000 € par séance, plafonnée à six séances.

- **Pour les membres du comité d'audit :**
 - Président
 - Part fixe : 17 000 € par an (*prorata temporis* de la durée du mandat) ;
 - Part variable : 2 000 € par réunion, plafonnée à six séances.
 - Membre du comité d'audit
 - Part fixe : 5 000 € par an (*prorata temporis* de la durée du mandat) ;
 - Part variable : 1 000 € par séance, plafonnée à six séances.

Politique d'attribution de jetons de présence (2/2)

Pour les membres du comité des nominations et des rémunérations :

- **Président**
 - Part fixe : 8 000 € par an (*prorata temporis* de la durée du mandat) ;
 - Part variable : 2 000 € par réunion, plafonnée à cinq réunions.
- **Membre du comité des nominations et des rémunérations**
 - Part fixe : 3 000 € par an (*prorata temporis* de la durée du mandat) ;
 - Part variable : 1 000 € par réunion, plafonnée à cinq réunions.

Il est rappelé que Laurent Mignon, président du conseil d'administration, ne bénéficie d'aucune rémunération au titre de son mandat au sein de COFACE SA



8. Présentation des 22 résolutions de l'assemblée générale mixte

Carole Lytton

Secrétaire du bureau de l'assemblée générale



Présentation des 19 résolutions à caractère ordinaire

1^{ère} et 2^{ème} résolutions : comptes 2016

1^{ère} résolution

- **Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2016**
Résultat net : 75 381 066 €

2^{ème} résolution

- **Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2016**
Résultat net part du groupe : 41 531 000 €

3^{ème} résolution : affectation du résultat et mise en paiement du dividende

3^{ème} résolution

– Affectation du résultat et mise en paiement du dividende

Versement aux actionnaires d'un montant de **20 442 270 €** soit un **dividende de 0,13 € par action**, correspondant à :

- d'un montant de **11 007 000 euros** correspondant à un taux de distribution de 62% du résultat net ajusté*, soit 17 705 000 euros (soit 0,07€ par action) ;
- et d'un montant de **9 434 000 euros** (soit 0,06€ par action), à titre de dividende additionnel.

* Le « résultat net ajusté » est calculé en excluant du résultat net part du groupe :

- un montant de 75M€ correspondant au produit lié au transfert de la gestion des garanties publiques en France, et
- un montant de charges de restructuration de 38,6M€,

soit un total de 36,3M€ avant impôt. Après impôt (taux normatif appliqué de 34,43%), l'ajustement appliqué au résultat net part du groupe est -23,8M€, soit – 0,15€ par action.

4^{ème} résolution : jetons de présence

4^{ème} résolution

- Montant des jetons de présence alloués aux membres du conseil d'administration pour l'exercice 2017 :
400 000 €
- Les modalités de rémunération demeurent inchangées

5^{ème} résolution : autorisation au conseil d'administration en vue d'opérer sur les actions de la Société

5^{ème} résolution

– Autorisation au conseil d'administration en vue d'opérer sur les actions de la Société

Exemples possibles de rachat

- Assurer la liquidité et animer le marché des titres dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement
- Attribuer au mandataire social et aux salariés des actions dans le cadre de plan d'attribution d'actions, de plans d'épargne salariale ou toute autre forme d'allocation d'actions aux nombre de personnel
- À titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe

Limite : 10 % du nombre d'actions composant le capital social

Durée : 18 mois

6^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème} résolutions : ratification de la cooptation de trois administrateurs

6^{ème} résolution

- **Ratification de la cooptation** de Anne Sallé Mongauze le 3 novembre 2016, en remplacement de Laurent Roubin

7^{ème} résolution

- **Ratification de la cooptation** de Isabelle Rodney le 3 novembre 2016, en remplacement de Pascal Marchetti

8^{ème} résolution

- **Ratification de la cooptation** de Daniel Karyotis le 8 février 2017, en remplacement de BPCE

9^{ème} à 16^{ème} résolutions : renouvellement du mandat de huit administrateurs – 1/4

9^{ème} résolution

- **Renouvellement du mandat** de Laurent Mignon en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

10^{ème} résolution

- **Renouvellement du mandat** de Anne Sallé Mongauze en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

9^{ème} à 16^{ème} résolutions : renouvellement du mandat de huit administrateurs – 2/4

11^{ème} résolution

- **Renouvellement du mandat** de Isabelle Rodney en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

12^{ème} résolution

- **Renouvellement du mandat** de Linda Jackson en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

9^{ème} à 16^{ème} résolutions : renouvellement du mandat de huit administrateurs – 3/4

13^{ème} résolution

- **Renouvellement du mandat** de Martine Odillard en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

14^{ème} résolution

- **Renouvellement du mandat** de Jean-Paul Dumortier en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

9^{ème} à 16^{ème} résolutions : renouvellement du mandat de huit administrateurs – 4/4

15^{ème} résolution

- **Renouvellement du mandat** de Jean Arondel en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

16^{ème} résolution

- **Renouvellement du mandat** de Daniel Karyotis en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

17^{ème} résolution : conventions réglementées

17^{ème} résolution

- **Approbation des conventions et engagements visés par les articles L 225-38 et suivants du code de commerce**
 - Une convention nouvelle autorisée pendant l'exercice 2016
 - Sept conventions déjà approuvées

18^{ème} résolution : vote consultatif des actionnaires

18^{ème} résolution

- **Avis consultatif sur les éléments de rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 à Xavier Durand, directeur général**
 - Rémunération annuelle fixe : 575 000 € brut (versée au prorata du temps de présence en 2016, soit 513 865 €)
 - Rémunération variable annuelle attribuée : 460 000 € brut (bonus garanti défini dans le cadre de la prise de fonction du directeur général et correspondant à un taux d'atteinte de 80% des objectifs fixés pour 2016), dont 70% versés en 2017 (322 000 €), 15% en 2018 (69 000 €) et 15% en 2019 (69 000 €)
 - Rémunération variable long-terme : 50 000 actions gratuites de performance attribuées dans le cadre du LTIP 2016 (valeur à la date d'attribution : 312 553 €)
 - Avantages en nature : prise en charge à hauteur de 62,5% des cotisations auprès de la Garantie sociale du chef d'entreprise et du mandataire social mise à disposition d'un véhicule de fonction

19^{ème} résolution : vote impératif des actionnaires

19^{ème} résolution

- **Approbation des principes et des critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments de rémunération du directeur général pour l'exercice 2017**
 - Rémunération annuelle fixe : 575 000 €, identique depuis le 9 février 2016
 - Rémunération variable annuelle 2017 : structure conforme à 2016
 - cible : 100% de la rémunération fixe, soit 575 K€ à 100% d'atteinte des objectifs fixés pour la période (60% d'objectifs financiers et 40% d'objectifs stratégiques et managériaux)
 - amplitude : de 0 à 200% de la rémunération fixe (150% pour les objectifs financiers, correspondant à un taux d'atteinte maximum de 250% et 50% pour les objectifs stratégiques et managériaux, correspondant à un taux d'atteinte maximum de 125%)
 - versement : 70% versé en N+1 pour l'année de performance N et 30% différé, 15% versé en N+2 et 15% versé en N+3
 - Rémunération variable long-terme : attribution de 60 000 actions gratuites de performance dans le cadre du LTIP 2017 (valeur à la date d'attribution : 363 480 €)
 - Avantages en nature : maintien des avantages actuels, incluant la prise en charge à hauteur de 62,5% des cotisations auprès de la Garantie sociale du chef d'entreprise et du mandataire social (GSC) et la mise à disposition d'un véhicule de fonction



Présentation des trois résolutions à caractère extraordinaire

20^{ème} résolution : augmentation de capital réservée aux salariés de Coface à l'étranger

20^{ème} résolution

Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription en faveur d'une catégorie de bénéficiaires déterminée

- **Délégation destinée à permettre de développer l'actionnariat salarié au profit des salariés de sociétés liées ayant leur siège social hors de France**

Plafond : 8 M€

- Plafond commun avec celui de la 17^{ème} résolution de l'assemblée générale du 19 mai 2016 et s'imputant sur le plafond nominal global (120 000 000€)
- Plafond commun avec celui de la 21^{ème} résolution de la présente assemblée

Prix : identique à celui de la 21^{ème} résolution

Durée : 18 mois

21^{ème} résolution : augmentation de capital réservée aux salariés de Coface en France

21^{ème} résolution

Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription par émission d'actions de la Société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise

- Délégation destinée à permettre le développement de l'actionnariat salarié au profit des adhérents à un plan d'épargne d'entreprise

Plafond : 8 M€

- Plafond commun avec celui de la 17^{ème} résolution de l'assemblée générale du 19 mai 2016 et s'imputant sur le plafond nominal global (120 000 000€)
- Plafond commun avec celui de la 20^{ème} résolution de la présente assemblée

Prix : fixé par le conseil, avec une décote maximale de 20% par rapport à la moyenne des cours cotés de l'action durant les 20 séances de bourse précédant la décision fixant la date d'ouverture de la souscription

Durée : 26 mois

22^{ème} résolution : Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

22^{ème}
résolution

– Pouvoirs pour effectuer les publications et formalités légales



Questions & Réponses



Vote des résolutions



9. Résultat des votes et clôture de l'assemblée



Merci de votre présence

Informations légales

AVIS IMPORTANT:

Cette présentation a été préparée exclusivement pour l'Assemblée Générale de COFACE SA du 17 mai 2017.

Cette présentation ne contient que des informations résumées et ne prétend pas être exhaustif. Le Groupe Coface ne prend pas de responsabilité pour l'utilisation de ces matériaux par toute personne.

Les informations contenues dans cette présentation n'ont pas fait l'objet d'une vérification indépendante. Aucune représentation ou garantie, expresse ou implicite, est faite pour, et aucune certitude ne doit être placée sur, l'équité, l'exactitude, l'exhaustivité ou l'exactitude des informations ou opinions contenues dans cette présentation. Ni le Groupe Coface, ni ses filiales ou ses conseillers, ni aucune représentant de ces personnes, doivent avoir aucune responsabilité pour une perte découlant de l'utilisation de cette présentation ou de son contenu.

Les participants sont invités à lire les états financiers consolidés de l'année (Résultat annuels 2016) et du premier trimestre (T1-2017) et compléter cette information avec le Document de référence 2016, qui a été enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers («AMF») le 12 Avril 2017 sous le numéro R.17-016. Ces documents présentent (tous ensemble) une description détaillée du Groupe Coface, son activité, sa stratégie, sa situation financière et les facteurs de risque.

Cette présentation contient certaines déclarations prospectives, à titre indicatif seulement. Les déclarations prospectives concernent des attentes, croyances, projections, les plans futurs et les stratégies, les événements ou tendances prévus et des expressions similaires concernant des sujets qui ne sont pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les opinions, hypothèses et attentes du rendement futur de Coface Groupe, en tenant compte de toutes les informations actuellement disponibles. Le Groupe Coface ne s'engage d'aucune façon à publier une mise à jour ou une révision de ces prévisions, ni à communiquer de nouvelles informations, événements futurs ou toute autre circonstance.

L'information prospective et les énoncés prévisionnels comportent, par nature, des risques et des incertitudes, identifiés ou non, et peuvent être affectées par de nombreux facteurs susceptibles de donner lieu à un écart significatif entre les résultats réels et ceux indiqués dans cette présentation. Vous êtes invités à vous référer à la section 2.4 « Rapport du président sur le gouvernement d'entreprise, les procédures de contrôle interne et de gestion des risques » ainsi qu'au chapitre 5 « Principaux facteurs de risque, et leur gestion au sein du Groupe » du Document de référence 2014 du Groupe Coface, afin d'obtenir une description de certains facteurs, risques et incertitudes importants, susceptibles d'influer sur les activités du Groupe Coface. Le Groupe Coface ne s'engage d'aucune façon à publier une mise à jour ou une révision de ces prévisions, ni à communiquer de nouvelles informations, événements futurs ou toute autre circonstance.

Cette présentation contient certaines informations qui n'ont pas été préparées conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»). Cette information a ses limites comme outil d'analyse et ne doit pas être considérée isolément ou comme substitut pour l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site internet du Groupe Coface, dans la rubrique « Investisseur » (<http://www.coface.com/fr/Investisseurs>).

Cette présentation ne constitue pas une offre de vente, ni une sollicitation d'une offre d'acheter des titres Coface SA dans aucune juridiction.